

# LE MONDE LIBERTAIRE



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

« Les politiciens redoutaient le fascisme, mais ils avaient encore plus peur du peuple en armes. »

ISSN 0026-9433

Abel Paz

N° **1651**  
du 17 au 23 novembre 2011

## Austérité Au **bonheur** des riches



M 02137 - 1651 - F: 2,50 €





Austérité. Dans leur grande et pitoyable soumission aux marchés financiers (et aux agences de notation), les États s'appliquent tous azimuts à échafauder des plans de redressement, histoire de faire ici et là quelques précieuses économies. Du moins, c'est ce qu'on nous dit. Ce qu'on nous rabâche. Les États seraient les faibles victimes de la Finance, les malheureux esclaves du tout puissant dieu Monnaie. Le discours sous-jacent, c'est celui de la possible existence d'un État porteur de préoccupations sociales, un État indépendant et entièrement dévoué au bien-être de son bon peuple. À droite comme à gauche, on nous le fait miroiter, sous des appellations différentes et à travers la mise en avant de stratégies et de modalités diverses. Et pourtant, quand on jette un œil (un seul, pas les deux, sinon on ne voit plus rien) sur le passé, on constate, sans difficulté aucune, que le rôle de l'État a toujours été celui du fidèle serviteur et du protecteur acharné du capital ; et ce même quand il s'enorgueillissait d'être « ouvrier ». Outil indispensable au maintien de la paix sociale dans un monde divisé en deux classes aux intérêts antagonistes, il s'est, dès le départ, rangé du côté des puissants, des dominants – les patrons, les actionnaires et autres « possédants » –, au détriment des plus faibles et des plus nombreux – les travailleurs. Et il n'y a pas de raisons que ça change. Qu'on se le dise donc, tant que l'État existera, nous continuerons à subir les plans d'austérité, les économies drastiques et tout ce qui les accompagne (hausse des impôts impopulaires, baisse ou gel des salaires, licenciements, casse des quelques rares services publics, etc.) L'État n'est pas soumis aux marchés et à leurs avatars, il y est intrinsèquement lié, comme un enfant à ses parents : créé pour maintenir les privilèges, il ne changera jamais ses prérogatives. Hier comme aujourd'hui, notre seul espoir c'est de l'abattre.

## Actualité

**Procès des « incendiaires » de Vincennes**, par Nicolas, page 3

**Saint-Ouen goes bunker**, par Fred, page 4

**Météo syndicale**, par S. Bull, page 5

**Chronique néphrétique**, page 5

**Des brèves, un strip**, page 6

**Le monde a soif**, par P. Schindler, page 7

**Chineries**, par Tsi-Na-Pah, page 8

**De l'austérité... et du reste**, par E. Vilain, page 9

## International

**La Thaïlande sous le déluge**, par F. Lesueur, page 12

## Arguments

**Séjour chez les Prud'hommes**, par Kintpuash, page 15

**Sur les rails du changement social**, par G. Goutte, page 17

## Histoire

**Pas de paix entre les classes**, par R. Pino, page 19

## À lire

**Provos dans les lignes**, par A. Bernard, page 20

## Mouvement

**N'Autre école sort un n'autre numéro**, page 21

**Radios libres : histoire récupérée**, page 21

**Radio libertaire**, page 22

**Agenda**, page 23

### Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup>  25 €

6 mois, 25 n<sup>os</sup>  50 €

1 an, 45 n<sup>os</sup>  75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris – France**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup>  95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# Incendie du CRA de Vincennes

## Un procès pour l'exemple

**JUGÉES EN MARS 2010**, six des dix personnes condamnées, jusqu'à trois ans d'emprisonnement, pour l'incendie du centre de rétention administratif (CRA) de Vincennes avaient fait appel. Leur procès a eu lieu en octobre dernier. Le jugement devrait être rendu à la mi-janvier.

Pour Jean-François Cormaille-de-Valbray, un centre de rétention c'est un peu comme un hôtel : « Ce n'était pas un quatre étoiles, mais cela paraissait propre » ; c'est « un lieu tenu », où les retenus jouissent d'« une certaine liberté » (se déplacer, téléphoner, recevoir des visites). Aussi, bien qu'il admette que « la rétention est très stressante », il ne comprend pas que des êtres humains s'y révoltent : « Quelle mouche les a piqués ce jour-là ? »

« Ce jour-là », le 22 juin 2008, les « piqués » du centre de rétention de Vincennes ont marché en hommage à l'un d'entre eux mort la veille, « comme un chien » (faute de soins médicaux). Jean-François estime que les keufs-matons du CRA « ont fait leur travail, et ce travail a été bien fait » ; en effet : aux questions sur cette mort, ils ont répondu à coups de lacrymo dans la gueule. Mais, cette fois, les retenus ont eu le dessus et leur prison a entièrement brûlé.

Jean-François, lui aussi, fait son boulot : avocat général, il est chargé de faire condamner ; et on sent bien qu'il a à cœur de travailler aussi bien que sa collègue juge qui avait condamné tous les accusés après avoir si bien convaincu leurs avocats qu'ils n'étaient là que pour la forme qu'ils avaient décidé de quitter le procès au bout de quatre jours.

Mais il n'a aucune preuve. Les seuls éléments concrets sont des extraits de vidéosurveillance du CRA qui ne prouvent qu'une chose : que les accusés étaient bien enfermés au CRA de Vincennes le jour où il a cramé, au milieu de dizaines d'autres retenus essayant de se défendre contre les violences policières, et dont n'importe lequel aurait pu se retrouver à la place des accusés. Alors il charge la barque avec tout ce qu'il peut et il en rajoute en inventant une « complicité intellectuelle » et en les décrivant comme les membres d'une « bande constituée », de toute façon coupables d'être sans-papiers : « On ne rentre pas sans passeport dans un pays qui pourrait vous accueillir par ailleurs si les choses étaient faites régulièrement ». « C'est la loi ! » ; et peu importe si, pour faire les choses régulièrement, cette même loi exige d'accumuler pendant des années des preuves qu'on réside et travaille dans ce pays illégalement.



Beau comme une prison qui brûle

Peu importe aussi que les accusés aient déjà tant payés cette « culpabilité » : traque et surexploitation sont le quotidien des sans-papiers, enfermement, humiliations et violences sont le quotidien des CRA, les grèves de la faim, auto-mutilations et tentatives de suicide y sont courantes. Les accusés, avant même d'être jugés, ont déjà passé jusqu'à un an en prison ; l'un d'entre eux, passé à tabac par un codétenu, restera handicapé à vie.

Et peu importe qu'ils aient ou non mis le feu. Les révoltes aussi sont nombreuses en CRA, et c'est bien la révolte qui est ici en procès. Dans une société qui impose la soumission, relever la tête est suspect, se manifester condamnable et se rebeller criminel. Pour le juge, une image de vidéosurveillance où un accusé est aux premiers rangs face aux flics, le poing levé, ou simplement à côté d'un autre accusé, est un élément à charge. Et quand un flic envoie son poing dans la figure d'un retenu, c'est forcément en réponse à un coup reçu – qui malencontreusement n'a pas été filmé. Car, pour le juge – dont le pouvoir tient à la présence d'une bande armée (flics et gendarmes) jusque dans la salle d'audience –, les flics sont a priori tout autant innocents que les accusés sont coupables ; et l'avocat général considère leurs déclarations, bien que contradictoires, comme « des faits, rien que des faits ».

Parmi les dix que leurs gardiens ont désigné à la Justice, un au moins va prendre le max : M. D. tient tête aux gendarmes qui lui imposent de retirer son bonnet pour se présenter devant celui qui va le condamner, il intervient quand on ne lui a pas donné la parole, et il s'emporte. « Je pose des questions calmement et j'attends également des réponses calmes », exige le juge. Mais quand son avocate évoque

l'enlèvement de ses enfants par les services sociaux, M. D. se fait entendre encore : « On m'a pris mes enfants ! » Tout cela est insupportable pour le juge, qui suspend l'audience. Dehors, pendant que son procès continue sans lui, M. D. explique que ça fait 22 ans qu'il est en France, et qu'il connaît bien les services sociaux et juridiques : condamné à quatre mois ferme pour quatre grammes d'herbe, à quatre mois ferme encore pour être entré dans un logement HLM vide pour se loger avec sa famille, et encore de longs mois de prison parce qu'accusé d'incendie sans preuve, lui qui, de par l'ancienneté de sa présence en France et sa paternité, n'aurait jamais dû, selon la loi, se retrouver en CRA. Il sait donc parfaitement que la justice et la liberté ne se trouvent pas dans les institutions républicaines et surtout pas dans les tribunaux ; n'ayant rien à attendre d'un juge mais subissant son verdict, il refuse, malgré les menaces, d'ajouter l'humiliation à sa peine. Il a donc tout notre soutien, ainsi que tous ceux dont la révolte a concrétisé l'un des slogans favoris des anarchistes : « Détruisons toutes les prisons ! »

**Nicolas**

Groupe d'Ivry  
de la Fédération anarchiste

On peut lire des comptes rendus très détaillés des procès sur le site de Migreurop (<http://www.migreurop.org>), et des témoignages de retenus dans le livre *Feu au centre de rétention. Des sans-papiers témoignent*. Janvier-juin 2008, aux éditions Libertalia, 7 euros (bénéfices en soutien aux sans-papiers), en vente à Publico, 145 rue Amelot, Paris 11, ouvert du lundi au vendredi de 14 heures à 19 h 30 et le samedi de 10 heures à 19 h 30.

# Saint-Ouen, ce n'est pas la Syrie

EN SEINE-SAINT-DENIS, nous avons l'habitude d'être rudoyés par les médias, malmenés et montrés du doigt. Ici c'est, chaque jour, OK Corral en pire, et c'est le doigt sur la gâchette, peur au ventre, évitant les balles, que je tente d'écrire ces quelques lignes. C'est que, selon Europe1, écouté ce soir même, à Saint-Ouen c'est maintenant «la guerre», «guerre des habitants contre les dealers», oui madame. Je me penche par la fenêtre: nul brasier, pas un tank ni même une arme. Ce n'est pas la Syrie ici, et pourtant... Tout a commencé en juillet: dans le *Journal de Saint-Ouen*, imbitable gratuit entièrement dévoué à la gloire de l'action municipale, on apprenait que vingt nouveaux flics arpenteraient bientôt, et «à pied» s'il-vous-plaît, les trottoirs de la ville. Le but de cette soudaine augmentation des effectifs? «Accentuer la pression contre le trafic de stupéfiants.» Au-dessus de l'article une large photo montrait madame la maire entourée des nouvelles recrues rasées de près, crânes y compris, mains dans le dos, prêtes à en découdre. Aux côtés de l'édile posait aussi Christian Lambert, préfet de Seine-Saint-Denis et ancien directeur du Raid, ce qui vous pose un homme. Ce chef de meute patenté assurait, dans le même article, vouloir «continuer à nettoyer le département», un tatati n'étant pas sans rappeler le Kärcher cher à Sarko, qui l'a nommé. Plus loin, la maire en personne entonnait le refrain, bien de saison, du tout sécuritaire: «La ville a besoin d'ordre, les règles doivent être respectées» et autres galéjades qui, en d'autres temps, aurait surpris dans la bouche d'une élue se réclamant, il y a peu, du communisme fut-ce-t-il essentiellement municipal. L'été est passé là-dessus. Fin octobre, on montait d'un cran: suite à la diffusion d'un reportage sur France2 – production délirante à base de caméras cachées, de témoignages bidonnés, d'images d'une seule entrée d'un seul immeuble censées livrer l'ambiance générale d'une ville qui, à l'ordinaire tranquille, se révélait à la télé comme un genre de cartel de Medellin du pauvre –, suite, donc, à ce reportage, c'est Guéant le ministre qui se déplaçait en personne et qui, devant les caméras, assurait sans ambages vouloir «nettoyer Saint-Ouen»: Guéant fera, quelques jours plus tard, la une du journal de la ville, escorté de l'indécrottable Lambert. Mais un ministre, monsieur, ne se déplace pas pour si peu: non content d'annoncer une nouvelle hausse des effectifs de police, et d'afficher bien haut sa



«volonté sans faille d'en finir avec ce trafic, qui pourrit la vie des habitants», il en profita pour lancer sa campagne de recrutement des «réservistes de la police», citoyens lambdas qui recevront une formation, un uniforme, et bien sûr, des indemnités. Vous avez dit milice? Dans le même mouvement le ministre, décidément très informé des antiques méthodes, annonçait la mise en place, sur Saint-Ouen, d'un numéro vert «permettant de signaler anonymement à la police toute chose anormale», par exemple une grosse Merco à pédales, voiture préférée des vendeurs de fumée – si la personne à l'origine de la «chose anormale» est Rom, mieux encore sans-papiers, il va de soi que la prime à la délation sera doublée. On ne sait si l'histoire retiendra le «discours de Saint-Ouen». On sait en revanche qu'il apporta comme une nouvelle preuve du choix fait du tout répressif, de la réponse exclusivement policière apportée à la question que pose le trafic de drogue. On retiendra, également, que ce discours fut applaudi par l'équipe municipale, la même qui vantait, il y a peu, une ville «humaine et solidaire».

Il ne s'agit pas ici de nier les problèmes engendrés par certaines pratiques. Il s'agit d'en saisir pleinement les tenants et les aboutissants: les habitants de Saint-Ouen savent parfaitement que le «nettoyage» de la ville voisine de Saint-Denis se trouve à l'origine de leurs problèmes actuels, du fait de la migration des dealers et de leur clientèle. De même, «nettoyer» Saint-Ouen n'aura comme autre résultat que de les voir s'installer ailleurs, et la hausse perpétuelle des effectifs policiers ne changera rien à l'affaire.

Mais, plutôt que de s'attaquer à la racine du problème qui n'est autre que la misère, l'absence de revenus, l'absence de perspectives, on préfère lancer dans les rues des hommes en uniforme, quand bien même s'agirait-il de notre voisin en personne. L'évidence est pourtant qu'on ne deale pas par plaisir: de nombreuses études ont prouvé la grande part qu'occupe cette économie parallèle dans le mode de survie des familles, dont c'est parfois le seul moyen de payer un loyer, voire de se nourrir. De même, on ne devient pas toxicomane par choix, et c'est en malade qu'on aimerait alors se voir alors traité, plutôt qu'en délinquant notoire. Ces évidences, la municipalité de Saint-Ouen semble les avoir oubliées. Concentrée sur le futur quartier des Docks, qui bientôt devrait jaillir du sol et sera totalement dédié à une population «clean», bcbg, «CSP ++», la municipalité verse dans le sécuritaire de base, tourne le dos à son passé, à l'histoire ouvrière de cette ville riche en batailles, de la Commune de Paris jusqu'à 1968, et au-delà. Aussi, nous ne nous étonnons guère de cette nouvelle déferlante de micros et de caméras, ni de la complicité d'élus alimentant eux-mêmes l'image d'une commune qui serait à feu et à sang. À Saint-Ouen comme ailleurs, le choix a été fait de la sécu-rentabilité, au détriment du vivre-ensemble. En attendant les caméras de vidéosurveillance, les vigiles et les murs.

Fred

Groupe Saint-Ouen 93  
de la Fédération anarchiste

**IL N'Y A PAS QUE** des mauvaises nouvelles sur ce qui reste du paysage syndicaliste. Par 62 % contre 38 %, les électrices et électeurs de l'Ohio ont rejeté la semaine dernière une loi qui aurait plus que rogné les ailes de ce qui reste de «force collective organisée» aux États-Unis. Droit de grève aux oubliettes et restriction des négociations de conventions collectives; tout ça est repoussé jusqu'à la prochaine attaque<sup>1</sup>.

En France, dans les Bouches-du-Rhône, à Géménos, ça occupe depuis deux mois. Sûr que la direction de la boîte est irritée. On n'est plus aux États-Unis du siècle dernier, mais une vingtaine de vigiles de la société Escort Society ont voulu jouer les Pinkerton aux pieds d'argile<sup>2</sup> en «filtrant les entrées». Bousculades, horions divers, une salariée hospitalisée, le tout sous l'œil de la gendarmerie impavide. «La direction cherche le moyen de nous virer de l'usine que nous occupons pour préserver notre outil de travail», déclare la CGT. Ce qui est brandi par le patronat ce sont délocalisation et «prime à la valise»?

Leader Price, vous connaissez? Depuis 2009, le groupe Casino possède Monoprix à 50 %, il avait aussi pris le contrôle des magasins Franprix et Leader Price. Dans ce beau micmac (non exhaustif) arrive un plan social. La chaîne de magasins discount ferme neuf magasins et en vend six autres. Sur 152 salariés, 87 risquent d'être licenciés, faute de reclassement. Les salaires plafonnent à 1 150 euros et le sous-effectif s'aggrave. Pendant ce temps-là, le groupe Casino engrange les sous.

«Le capital en période de guerre économique, comme lors d'une guerre militaire, cherche le consensus pour rallier le prolétariat derrière la défense du capitalisme. Et les bourgeois vont trouver à côté d'eux les réformistes syndicaux pour mater la colère qui grondent.» Ainsi s'exprime dernièrement le site Où va la CGT?. Et pour aussi se féliciter que la CGT n'ait pas participé aux cérémonies du dernier G20. Certes, mais pour combien de temps?

Sinon, finissons sur une note quasi joyeuse. Nous avons causé dans ces pages du congrès de la Filpac (ex-Fédération des travailleurs du Livre) qui s'est déroulé du 14 au 17 novembre. Le tableau n'est pas mirobolant, mais ça et là... Ainsi cette déclaration au sujet du rapport fédéral: «Ce dernier insiste sur l'autonomie du mouvement syndical vis-à-vis des échéances électorales et des manœuvres des appareils politiques et affirme haut et fort la nécessité d'organiser le monde du travail essentiellement sur la base de ses besoins et de ses objectifs propres. Serions-nous placés sur une pente amenant à l'anarcho-syndicalisme, comme le proclament certains?» Diable les vieux démons sont encore là!

**Sitting Bull**

1. Cf. *Le Monde libertaire* n° 1650.

2. Rappelons que les sbires de Pinkerton tiraient à balles réelles.

# Chronique néphrétique

## Le chauffeur fait de l'autogestion

**CELA SE PASSERAIT** dans une voiture sur l'autoroute, deux gars, anars, de retour d'un congrès. À la radio, des journalistes parleraient des grandes mégapoles d'Afrique ou d'Amérique Latine qui se développent sans plans concertés, sans ingénieurs, urbanistes et techniciens, contrairement aux villes riches d'Europe. Des populations qui, sans staffs techniques, sans pouvoir municipal digne de ce nom, construisent leurs bidonvilles, parfois en dur au fil des ans, se branchent sur les réseaux d'eau ou d'électricité comme elles peuvent, quand elles le peuvent, sans gestion salubre des déchets. Et la conclusion du géographe serait: «L'autogestion ça ne marche pas.»

Là, vu que le chauffeur de la bagnole encaisse le coup, vous vous attendez à une embardée qui déclencherait une réaction en chaîne, un carambolage monstre, un p... de b... qui nous empêcherait d'avancer, qui bloquerait la voie pendant un bon bout de temps... Et c'est bien ce qui se passe: cela s'appelle le capitalisme. «Nos journalistes et spécialistes de la question semblent oublier», comme me disait fort justement le conducteur qui n'avait pas perdu son calme, «que cet ordre économique, qui a pulvérisé des sociétés traditionnelles pour s'emparer des richesses locales, est le créateur des désordres et des misères accumulés dans ces pays».

Et puis, en s'énervant un peu: «L'autogestion, ce n'est pas chacun se débrouille au petit bonheur la chance avec rien.» L'autogestion, cela se structure, cela s'organise, c'est se responsabiliser dans tous les sens du terme.

Là-dessus, parce qu'il est de bonne nature, pensé-je, voilà mon chauffeur qui me dit que l'on sort d'un bon congrès, où cela a bien discuté. Moi qui aurai tendance à penser: «Tout cela pour ça», je me dis qu'au final c'est vrai, qu'on a pesé beaucoup de choses, et pas seulement ce pour quoi nous étions théoriquement réunis: des sous, des acquis, un patrimoine, aussi des volontés, des envies, des projets... Pour en arriver là, on a pris le temps. Des mois de discussions, il n'y avait pas urgence, malgré les craintes d'une diffusion de plus en plus réduite et non rentable dans les kiosques, suite aux nouveaux calculs de Presstalis

(messagerie de presse). Press' press'toi, vite! Une décision! Ben non, on a pris le temps et on continue de le prendre. C'est cela aussi l'autogestion, prendre le temps de modifier, voire changer de point de vue: j'en suis! Reposer les termes du débat, avoir le choix, améliorer la réflexion collective. Et moi qui ai tendance à m'énerver de tant de lenteurs, je me dis que je suis sous l'arbre à palabres et je prends conscience que la sagesse est un fruit mûr. L'autogestion, c'est prendre le temps.

Et je repense à la *Stratégie du choc* de Naomi Klein. Je ne sais pas si tout le monde l'a lu, mais tout le monde semble l'appliquer. Pour précipiter des décisions, un peu à l'électrochoc. Justement, en parlant d'électro: le programme électronucléaire décidé en 1974 par une poignée de technocrates et de politiciens... et aujourd'hui contesté sur la place publique, c'est le contre-exemple type. On nous a servi la crise, le «choc pétrolier», c'était la fin d'un monde, le retour aux cavernes... Il fallait sauver la France! Cocorico! Vive le progrès et hop! Vite fait mal fait!

On n'a pas fini d'en supporter les conséquences désastreuses. On en sort combien de milliers d'exemples où la course au profit, la précipitation, ne sont que course au précipice? Parce que non concertées, ces décisions méprisent les populations, les ignorent et les laissent dans l'ignorance, populations à qui elles font pourtant courir des risques majeurs.

Pour le prochain 11 novembre, est-ce qu'on va rendre hommage aux morts causés par le nucléaire, par l'industrie pharmaceutique, les morts sous les bombes vendues par la France, ceux qui crèvent à petit feu à cause du lobby pesticides, les travailleurs qui meurent tous les jours d'un système qui les broie, subissant des décisions techniques, économiques à l'emporte-pièce? Tous morts pour la Fra... le produit intérieur brut français. À cause de tous ces excités qui conduisent nos destinées et qui n'ont pas le flegme de mon chauffeur de retour d'un congrès.

**Rodkol**

# Brèves de combat

## Syndicats « légèrement » indignés

Le 7 novembre, la circulation des trains a été légèrement perturbée, les syndicats CGT, CFDT, Unsa et CFTC de la SNCF ayant déposé un préavis de grève dans le cadre d'une journée d'action européenne contre la libéralisation du système ferroviaire. Mieux vaut tard que jamais !

## Tragédie et indifférence

Un hangar situé au 163 de la rue des Pyrénées, à Paris, a flambé. Des Roms vivaient depuis plusieurs mois dans cet ex-squat d'artistes, désigné comme la Maison des Roms ou la Baraka, une ancienne cartonnerie. Un homme de 55 ans, Ion Salagean, rémouleur, a perdu la vie dans le sinistre. Son corps a été retrouvé calciné le lendemain dans les décombres.

## Ondes de choc

Les familles de la Courneuve, expulsées de la barre Balzac et campant place de la Fraternité, ont été encerclées par les flics, avant d'avoir été une fois encore violemment expulsées de celle-ci. Images très choquantes tournées sur place.

## Les jeunes de plus en plus pauvres

Un jeune sur cinq vit sous le seuil de pauvreté, un sur quatre est au chômage, allant jusqu'à 40 % pour les jeunes sans formation ou victimes de discrimination. Avec des effets catastrophiques sur le long terme en matière de santé (hausse du nombre d'étudiants sans mutuelle) et en matière d'éducation (décrochage scolaire).

## Fascistes du Front Comtois

Le 8 décembre 2011 se tenait le procès du Front comtois, groupuscule de la frange la plus dure de l'extrême droite. Cette organisation fasciste comparait pour des textes négationnistes et des affiches à caractère raciste. Des associations de la gauche institutionnelle, dont SOS Racisme, ont déposé plainte contre elle. Mais la FA, la CNT et le Scalp locaux n'ont pas souhaité apporter leur soutien à cette plainte, qui entraînera, au maximum, la dissolution du Front comtois qui se reformera sous un autre nom. En revanche, les anarchistes étaient venus dire que, malgré quelques procédures judiciaires, l'État est complice de la montée du fascisme et du racisme en France, car il montre l'exemple !

## Islamophobie

Une salle de la mosquée de Montbéliard (Doubs) a été partiellement incendiée, un acte signé par un mystérieux groupuscule dénommé Les échappées belles. Ils ont mis le feu à une poubelle appuyée contre la façade arrière du bâtiment vers 5 heures du matin. Un dernier coup du Front Comtois évoqué plus haut avant de changer de nom ?

## Contre les violences faites aux femmes

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Paris, de la place de la Bastille en direction de l'Hôtel de Matignon, à l'appel du Collectif national pour le droit des femmes.

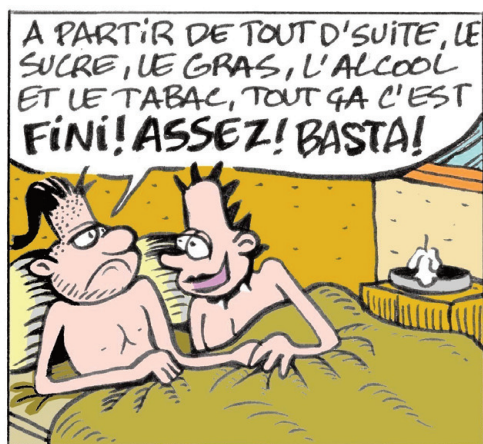
## Manifestations contre l'homophobie

Plusieurs manifs ont eu lieu contre l'homophobie. À Lille, le groupe de Béthune de la FA, la Lesbian & Gay Pride de Lille, l'ACF (Action contre le fascisme), Stop-homophobie agissons, le Groupe d'anarchistes de Lille et environs), la liaison d'Arras de la FA, des Flamands roses et des autonomes «J'En Suis, J'Y Reste». Que du beau monde quoi. Deux cents personnes qui ont arpenté les pavés de l'hypercentre de Lille dans la joie et la bonne humeur, jusqu'à la charge d'une dizaine de fascistes attaquant par derrière le cortège, bras droit tendu, mais qui, devant le nombre, ont aussi vite disparu, comme quoi... Le cortège s'est remis en route avec le soutien de la population pour s'achever par un immense kissing. Soixante manifestants à Paris, peu de participants également à Dijon. Et pendant ce temps-là les rassemblements fachos pullulent et polluent nos villes et nos vies !

## Don du sang sous conditions

Pour la première fois depuis 1980, les homosexuels britanniques masculins peuvent faire don de leur sang. À condition d'être abstinentes sexuellement depuis un an ! Et qui contrôlera, mais surtout comment ?

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# Y'a bon l'eau !

## Capitalisme ravageur

DEUX DERNIERS RAPPORTS dressent un bilan alarmant sur les ressources mondiales en eau douce. Tout d'abord, selon un rapport des Amis de la Terre, dans un monde ayant des ressources naturelles limitées pillées par les besoins d'une croissance économique exponentielle, notamment des pays de l'Union européenne, les ressources mondiales en eau douce s'épuisent inexorablement. En Europe, la consommation «intérieure», ou «directe» en eau est évaluée à environ 1 500 litres par personne et par jour, plaçant le Vieux continent derrière l'Amérique du Nord (4 350 litres), l'Océanie (2 350 litres) et même l'Asie (1 600 litres).

### 4 750 litres d'eau par jour par Européen

Ces quantités extraites d'eau douce sont utilisées en premier lieu pour les opérations de refroidissement dans le domaine de l'énergie (45 %), pour l'agriculture (22 %), l'approvisionnement public en eau (21 %) et pour le secteur industriel (12 %). Mais, entrons plus dans le détail. En prenant en compte la consommation «indirecte» des nations européennes, c'est-à-dire l'eau utilisée dans la production de marchandises et des matières premières importées, le volume obtenu excède la consommation intérieure (ou directe). Selon les Amis de la Terre: «Les Européens utilisent indirectement plus d'eau par la consommation de produits qui en exigent pour leur fabrication, que directement pour le nettoyage, la baignade et la boisson. 140 litres seraient ainsi exigés pour produire une tasse de café.» En moyenne, la consommation (directe et indirecte) quotidienne et par personne en Europe atteindrait 4 750 litres d'eau! Selon le rapport, cette valeur est principalement déterminée par la consommation de nourriture et produits de l'agriculture qui nécessitent de grands volumes d'eau pour l'irrigation.

Paradoxalement, beaucoup de pays présentant de faibles ressources naturelles utilisent une grande partie de leur approvisionnement en eau pour la production d'exportations en direction de pays riches. Ainsi, l'Afrique qui a une consommation directe d'eau évaluée à 650 litres par jour et par personne, affiche une empreinte de l'eau six fois plus importante, estimée à près de 3 350 litres. Cette situation qui risque d'être amplifiée ces prochaines années si rien n'est entrepris, pourrait avoir des conséquences désastreuses sur les pays du Sud. D'autant que selon les projections de l'OCDE, la population mondiale devrait passer de 6 milliards d'individus aujourd'hui à 8 milliards dans vingt-cinq ans. Or, cette croissance démographique interviendra principalement dans les pays qui

connaissent déjà des problèmes d'approvisionnement en eau. C'est le cas par exemple de l'Éthiopie, dont la population, actuellement de 62 millions d'habitants, devrait plus que doubler d'ici à 2025 pour atteindre 136 millions d'habitants, soit environ la moitié de la population actuelle des États-Unis.

### Démographie et réchauffement

L'urbanisation rapide qui accompagne cette explosion démographique – au cours des vingt-cinq prochaines années, les pays du sud devraient compter 2,5 milliards de nouveaux citadins – ne fera qu'accentuer les graves problèmes d'approvisionnement en eau. Les infrastructures en place sont déjà fortement sollicitées et l'extension des services imposera un coût financier gigantesque. Il faudrait probablement 1 000 milliards de dollars d'investissements nouveaux pour que les habitants des villes des pays pauvres bénéficient de conditions d'assainissement convenables. Cela paraît d'autant plus difficile qu'il faudra pour cela affronter la concurrence des pays riches, où des investissements seront également nécessaires pour moderniser ou remplacer les installations existantes.

D'autant que la pénurie en eau sera encore impactée par le réchauffement incontestable de la planète (malgré ce que peut en dire le pathétique Claude Allègre). Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, la Terre devrait en effet connaître une élévation des températures comprise entre 1,5 et 3 degrés au cours du siècle prochain. La consommation d'eau, de boissons et le besoin d'irrigation augmenteront donc d'autant, mais le pire à venir est plutôt le résultat des effets indirects, plus difficiles à maîtriser, comme la hausse des pertes par évaporation et la moindre réalimentation des nappes phréatiques. De plus, l'apparition plus fréquente d'événements météorologiques extrêmes comme les orages entraînera une surcharge des réseaux d'épuration et les modifications des zones climatiques et des saisons aura des incidences prononcées sur l'approvisionnement en eau. Même dans les régions où le volume total des précipitations annuelles ne changera guère, des problèmes risquent de se poser si ces précipitations sont



concentrées en hiver ou si elles délaissent les zones agricoles.

### Qui connaît le prix de l'eau ?

Et pourtant ceci n'est qu'un vague aperçu de ce que révèlent comme catastrophes à venir les deux études, si continue la surenchère de la consommation, le gaspillage dû à l'agriculture intensive et le développement de l'industrie nucléaire. Mais, à part quelques militants «cassandres», convaincus par l'utopie de la décroissance et en dehors des rares périodes de restriction de l'arrosage de leurs jardins et du lavage de leurs voitures, la plupart des usagers des pays riches ne prêtent que peu d'attention à la manière dont ils utilisent l'eau, et encore moins à son coût réel et à sa provenance. En effet, le coût de l'eau explose depuis les années 1970 et rien que depuis 1990, il a quasiment été multiplié par trois, quand l'inflation n'a atteint que 50%! De plus si les résidents d'une maison individuelle ont la possibilité de décortiquer leur facture d'eau annuelle, en revanche, pour les 44 % de Français habitant dans un appartement, la réponse est autrement plus difficile à trouver: en l'absence de compteurs individuels, il faut demander au syndicat de copropriété de présenter la facture adressée à l'immeuble. Un véritable parcours du combattant, qui n'incite pas vraiment à réduire sa consommation pour faire des économies. On assiste ici et là, à quelques initiatives isolées comme celles menées par la Fondation France Liberté, 60 millions de consommateurs et Owni, qui ont par exemple organisé l'opération d'extériorisation des données afin de diffuser l'information et d'ouvrir les résultats aux consommateurs. Mais il ne s'agit pas de s'en contenter: il serait en effet grand temps que nous imposions enfin nos convictions sur la réappropriation de tout ce qui nous appartient, à commencer par l'eau!

Patrick Schindler

Groupe Claaaaash de la Fédération anarchiste

# Le profit aux profiteurs !



**AVEC UN MEDEF** et une droite décomplexés, les intentions «humanistes» du capitalisme en France ne devraient plus faire de mystère aux yeux des exploités. Pourtant, il reste des naïfs choqués par l'intervention désinhibée, sur Al Jazeera<sup>1</sup>, de Jin Liqun, patron de la CIC<sup>2</sup>. Interrogé à propos de la crise financière et des intentions d'aides chinoises face à l'endettement des États européens, le sinistre s'est livré à une charge contre l'État providence et les acquis sociaux. Florilège: «Les troubles qui se sont produits dans les pays européens résultent uniquement de problèmes accumulés par une société en fin de course, vivant d'acquis sociaux»; «Je pense que les lois sociales sont obsolètes. Elles conduisent à la paresse, à l'indolence, plutôt qu'à travailler dur. Le système d'incitation est complètement détraqué»; «Pourquoi est-ce que les habitants de certains pays de la zone euro devraient travailler jusqu'à 65 ans ou plus alors que dans d'autres pays, ils prennent aisément leur retraite à 55 ans et se prélassent sur la plage?»

De quoi faire avaler crue sa casquette Mao au dernier membre de la GP ou du PCMLF qui aurait loupé le film des quarante dernières années depuis sa jeunesse enflammée par les grands moulins de drapeaux rouges en tête de manif.

L'État providence a été évacuée chez les soc-dems depuis belle lurette. Il n'y a que des gaulliens comme Stéphane Hessel ou des «Indignés<sup>3</sup>» pour penser que le pacte de la Résistance était une donne sociale immuable.

Toujours est-il que les aphorismes de ce capitaliste de l'Empire du Milieu sont parfai-

tement cohérents et logiques. L'État chinois détiendrait 550 milliards de dettes souveraines européennes. Ce n'est pas le tout de refiler du fric aux Européens pour continuer à consommer les machins et les zinzins *made in China*. Mais si ils doivent devenir copropriétaires de la boutique, qui va bosser?

Si les États européens font payer leurs dettes par leurs populations<sup>4</sup>, et cela risque de durer longtemps, la Chine ne s'en inquiète pas. Elle possède une partie de la dette des États-Unis que l'administration n'a pas l'intention de rembourser (même sans le dire), mais qui offre de larges garanties (droit social zéro) pour mieux répondre aux larges investissements chinois aux States.

Par contre, aux yeux de la Chine, l'Europe doit accélérer le processus de gouvernement supranational – c'est mieux de traiter avec un seul interlocuteur, et précipiter son avantage dans le rapport de force capital-travail en éradiquant tout les freins à l'expansion capitaliste dont les reliefs sociaux existant pourraient éventuellement inspirer les révoltés en Chine.

Le caractère peu philanthropique des propos de Jin Liqun ne doit choquer personne. Le patronat sous toutes les latitudes pense la même chose. La peur de voir la race prolétarienne ne plus pouvoir se reproduire avait permis au patronat d'accepter l'interdiction du travail des enfants au XIX<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, c'est la même intelligence capitaliste qui fait installer des filets antichute

dans des entreprises en Chine où les travailleurs, pour cesser de se tuer à la tâche, s'en évadent par la défenestration.

Et puis, Jin Liqun, avec franchise, nous rappelle que les acquis sociaux ne nous ont jamais été offerts. Ce sont des conquêtes issues des luttes ouvrières. Enfin, souhaitons tout de même ceci aux prolétaires chinois et aux autres: «Que cent indolences heureuses s'épanouissent», faute de révolution...

**Tsi-Na-Pah**

Gruppe Albert-Camus  
de la Fédération anarchiste

1. Information relayée par l'AFP et Le Monde, nommé jadis «le bulletin de la nonciature apostolique» dans les années soixante-dix.

2. China Investment Corporation. Fonds souverain de la Chine, actuellement fort de 410 milliards de dollars d'actif et d'une réserve de change de 3 200 milliards de dollars.

3. Des échanges avec les «Indignés» campant sur la dalle de La défense laissent pantois. Refus de parler économie et de politique! Leur revendication se résume à réclamer aux hommes politiques plus de mansuétude et de démocratie...

4. Le renoncement politique dans le monde politique de la gauche molle au NPA ou le monde syndical est tel, que tous s'accordent à accepter de payer la dette et aucun à refuser de rembourser.



# Austérisons-nous ?

## L'austérité, les *hedge funds*, les Indignés américains, et le bordel ambiant (1/2)



**Éric Vilain**

### Qu'est-ce qui est arrivé à Papandréou ?

Il a stupéfié le monde – le monde financier surtout – en annonçant qu'il organiserait un référendum sur le dernier accord négocié avec les dirigeants européens et les banquiers.

On se dit : Papandréou en a marre d'être l'agent de la destruction économique de son pays au service des banquiers. Il en a marre de l'impopularité que lui vaut le rôle qu'il est obligé de jouer. Quelques-uns – des naïfs – ont pu se féliciter de voir un Premier ministre européen se la jouer démocrate en consultant – pour une fois – les citoyens. Ça pourrait faire contagion : une bonne chose pour certains, une très mauvaise pour d'autres. Selon toute probabilité, Papandréou n'en a rien à faire de l'opinion des citoyens grecs.

On a pu dire également que c'était un coup de génie : harcelé par les conservateurs, en organisant un référendum qu'il était pratiquement sûr de perdre, il remettait la patate chaude auxdits conservateurs, contraints de montrer comment ils feraient mieux.

En fait, la probabilité est qu'il a fait un coup d'éclat pour contraindre ses interlocuteurs à négocier un point particulièrement délicat. En effet, Charles Dallara, qui négociait au nom des banquiers, obtint une

remise de 50 % de la dette publique grecque détenue par les banques. Le problème, c'est que lesdites banques ont immédiatement tenté de réduire les effets néfastes (pour elles) de cette réduction de dette et de réduire leurs pertes en jouant sur les taux d'intérêt et les délais de paiement, afin de perdre beaucoup moins que les 50 % convenus – et la Grèce se retrouverait avec beaucoup moins de 50 % de remise. Plus les Grecs serrent leur ceinture, plus leur économie s'effondre.

Il faut savoir que les dettes se négocient comme n'importe quel produit financier, et que détenir une dette peut rapporter gros. Un banquier qui prête de l'argent peut vendre cette dette à un tiers. Le problème est simplement de savoir quelles garanties se trouvent derrière cette dette. Si des États ou des institutions internationales comme le FMI ou la Banque mondiale se portent garants, ou encore la Communauté européenne, ça va.

C'est comme si le citoyen Lambda empruntait de l'argent à sa banque, appelons-la le Crédit général ; la banque en question revend la dette à une autre banque, ou à n'importe quelle institution, disons la Société béthunoise d'investissement. Cette dette peut passer de mains en mains, et l'em-

prunteur peut devoir de l'argent à une banque dont il n'a jamais entendu parler.

Dans ce traficottage de dettes se trouve une trouvaille qui démontre l'extraordinaire inventivité humaine, ce qu'on appelle les *hedge funds*.

### Qu'est-ce donc que cela ?

Les *hedge funds* sont des fonds d'investissement qui, en théorie, se livrent à des placements de protection contre les fluctuations des marchés, mais qui en réalité se livrent à des placements particulièrement risqués. En plus, ces fonds d'investissement, qui ne sont pas destinés au « grand public<sup>1</sup> », ne sont pratiquement pas réglementés. Ce qui fait qu'ils sont lucratifs à un point qu'on ne peut pas imaginer. c'est ainsi que Ben Stein, l'auteur d'une rubrique du *New York Times*, fit remarquer que le fondateur d'une société, la SAC Capital, avait touché 40 % d'intérêt annuel : « Une quantité de dirigeants sorciers gagnent régulièrement plus de 40 % par an pour leurs *hedge funds*. Oui, je sais que cela va à l'encontre de toute théorie de l'investissement et des marchés – ou presque. Je sais qu'une telle chose devrait être impossible. Mais, dit-on, des magiciens comme Steven A. Cohen, fondateur de SAC Capital à Stanford, Connecticut, peuvent régulièrement gagner 40 % par an – parfois plus – sur leur capital<sup>2</sup>. » Les *hedge funds* spéculent sur l'évolution des mar-

chés, sont opaques et implantés dans les paradis fiscaux. La hauteur des intérêts espérés incite les gérants de ces fonds à prendre de très grands risques. La croissance de ces fonds a été très importante : environ 10 000 d'entre eux gèrent 1 400 milliards de dollars d'actifs et leur croissance a été de 700 % entre 1995 et 2008. Ils représentent une part importante des transactions qui sont effectuées aujourd'hui : ce sont de grandes institutions financières employant un nombreux personnel. Leur énorme rentabilité les encourage à intervenir à tout moment, quitte à déstabiliser les marchés.

C'est dire que les accords passés avec la Grèce n'arrangent pas les actionnaires des fonds spéculatifs d'une façon générale. D'autant que si on demande aux banques et aux hedge funds d'abandonner une partie de l'argent qui, selon eux, leur est dû, les institutions internationales – Banque mondiale, Banque centrale européenne – qui détiennent un tiers des 350 milliards d'euros de la dette grecque, entendent, elles, se voir rembourser pleinement leur argent.

Qu'en est-il des banques grecques et des fonds de pension grecs, qui détiennent eux-mêmes environ 60 millions d'euros de la dette ? Ces institutions financières autochtones devront-elles également s'asseoir sur 50 % de cette dette ? Si une exception n'est pas faite pour elles, leur capital sera lessivé.

Une hypothèse : le coup d'éclat de Papandréou peut bien avoir été un coup de poker pour négocier les termes de la dette grecque détenue par les banques grecques. Ce qui est une autre manière de dire que les contribuables grecs paieront 100 % de la dette de leur pays aux banques grecques. Le message implicite de Papandréou aux dirigeants européens a clairement été celui-ci : si vous poussez le bouchon trop loin, nous aurons moins à perdre à nous déclarer en cessation de paiement.

En somme : « Si vous voulez que les Grecs se serrent la ceinture, vous ne devez pas contourner les accords et échapper aux termes des accords conclus. » Les tentatives des banques d'échapper à la contrainte de céder 50 % de leurs créances, par l'intermédiaire de moyens détournés, constitueraient à ce titre un véritable vol. Les sondages montrent que si 59 % des Grecs désapprouvent les termes du dernier accord, 72 % veulent rester dans la zone euro.

Tout ce bazar commença peut-être le 13 mai 1996 sous le président Clinton. Il avait besoin d'argent pour se faire réélire. Il cherchait des bailleurs de fonds. Lesquels étaient, évidemment, très riches. Il fallait donc également leur accorder des concessions.

Or, après la crise de 1929, les autorités américaines avaient interdit la confusion entre banques de dépôt et banques d'affaires. Lorsqu'une banque de dépôt fait faillite – et dans ce cas elles sont rarement seules à le faire – l'État (c'est-à-dire les contribuables)



doit renflouer ses caisses pour éviter la ruine de nombreux déposants. Cette réglementation (la loi Glass-Steagall) avait été signée par le président Roosevelt en 1933 et elle était toujours en vigueur lorsque Bill Clinton fit savoir qu'il avait besoin de sous. Évidemment, cette réglementation contraignante déplaisait aux banquiers de dépôt, qui se voyaient empêchés d'accéder au secteur juteux de l'assurance et des affaires. La loi fut abolie en 1999 et donna le signal de départ d'une véritable orgie spéculative dans les années 2000, avec une sophistication accrue des produits financiers qui aboutit à un krach économique en septembre 2008.

Il est vrai que Robert Rubin, le ministre des Finances de Clinton de 1995 à 1999, avait dirigé Goldman Sachs, dont on entendra parler quelques années plus tard...

Lors du krach de 2008, se trouvait à la tête du Trésor américain un certain Henry Paulson, nommé par Bush en 2006 et ancien président de Goldman Sachs... Paulson laissa s'effondrer deux concurrents de Goldman Sachs – Bear Stearns et Merrill Lynch – avant de renflouer l'assureur AIG (American International Group) dont la faillite aurait chagriné son plus gros financier : Goldman Sachs.

Mais, au fond, tout ce bazar n'a peut-être pas commencé le 13 mai 1996. Peut-être a-t-il commencé le 20 janvier 1981 avec l'élection de Ronald Reagan. Son programme : couper les fonds des programmes sociaux ; réduire les impôts des riches afin que la population aisée puisse économiser pour investir dans les secteurs productifs. Ces diminutions de recettes fiscales devaient être compensées par la suppression des programmes sociaux improductifs. En gros, ce sont les pauvres qui paient les impôts des riches pour que ces derniers puissent augmenter leurs profits.

Il y a une théorie économique que les riches aiment beaucoup, c'est la théorie de la

production marginale. Elle permet d'expliquer (croit-on) que c'est normal que les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres.

« Cette théorie associe les hauts revenus avec la forte productivité et une plus forte contribution à la société. Elle a toujours été chérie par les riches. Les preuves de sa validité, cependant, restent faibles. Les dirigeants des multinationales qui ont contribué à provoquer la récession des trois dernières années – dont la contribution à notre société et à leurs propres compagnies, a été massivement négative – continuèrent de recevoir des primes importantes. Dans certains cas, les compagnies étaient si embarrassées d'appeler ces récompenses des « primes de performance » qu'elles se sentirent contraintes de changer le nom en « primes de maintien » (même si la seule chose qui a été maintenue fut la mauvaise performance) <sup>3</sup>. »

L'idée selon laquelle plus les riches sont riches, plus ils contribuent à la société (par l'accroissement de l'investissement productif ou par la philanthropie) est fortement ancrée dans l'idéologie libérale, mais totalement démentie par les faits. Cette politique se traduisit par un échec complet. En effet, la population aisée qui bénéficia des réductions d'impôts ne plaça pas du tout les économies ainsi réalisées dans des investissements productifs : elle accrut sa propre consommation de luxe, fit des placements spéculatifs ou acheta des bons du trésor qui avaient été émis pour éponger le déficit fédéral. Les réductions d'impôt ôtèrent à l'État des recettes importantes, mais les dépenses, malgré les suppressions dans les crédits sociaux, s'alourdirent d'un budget militaire énorme. Le déficit budgétaire américain atteignit ainsi un niveau colossal.

En coulisse, des forces obscures, comme on dit, manœuvraient sournoisement. Reagan ne portait pas dans son cœur les milieux financiers de l'Est. C'est que le capitalisme américain n'est pas un bloc homogène. Il est parcouru de tendances aux intérêts souvent opposés qui se livrent une guerre acharnée pour la suprématie. La

guerre que se livrent au sein du système bancaire américain les différents types d'institutions financières est caractéristique de ce phénomène.

Les institutions financières aux États-Unis sont très fragmentées. Cependant, l'innovation technique, l'informatisation des réseaux, les progrès du traitement des données contribuent à évincer les petites firmes.

Parallèlement au secteur bancaire traditionnel se développa un nouveau type de chaînes de banques sur le modèle des supermarchés, qui comportent des services commerciaux, d'assurances, d'immobilier et des services financiers visant à intégrer la commercialisation de masse de produits de consommation dans la gestion d'un ensemble de services financiers extrêmement variés.

Une de ces sociétés, Sears Roebuck, deuxième entreprise financière de ce type et première entreprise de vente au détail des États-Unis, avec 977 magasins dont 127 à l'étranger, 23 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1980, a délivré 25 millions de cartes de crédit. C'était une véritable guerre que ce type de société livrait aux banques traditionnelles.

On a vu que les réductions d'impôts aux classes aisées n'avaient pas provoqué du rué aussi patriotique qu'enthousiaste vers les investissements productifs, mais au contraire une orgie parfaitement égoïste de consommation. Justement, ce furent ces nouveaux supermarchés du fric qui profitèrent de la ruée : ces *supply-siders*, comme on les appelle, virent les comptes de leurs clients gonfler considérablement.

Or, par un curieux hasard, le président du plus important supermarché du fric du pays, la société Merrill-Lynch – dont on a parlé ci-dessus –, fut nommé par Ronald Reagan secrétaire au Trésor, c'est-à-dire ministre des Finances : il s'appelle Donald Regan (ne pas confondre avec Ronald Reagan). On comprend aisément que ce Donald Regan se soit fait un fervent partisan de la réduction des impôts, ce qui est tout de même un comble pour un ministre des Finances...

Mais les grandes banques traditionnelles allaient réagir. Pour faire baisser l'inflation, pour réduire le rythme de la hausse des prix, il fallait ralentir la planche à billets, surveiller strictement le rythme d'accroissement de la masse monétaire, c'est-à-dire, en résumé, déclencher une récession pour refroidir l'économie en surchauffe.

La conversion à cette politique de Monsieur Volker, président de la Federal Reserve Board (la banque centrale), va donner un poids accru à la politique des grandes banques de l'Est. Or, cette politique, qu'on appelle « monétariste », est celle-là même qu'avait préconisée Reagan et qui n'avait pas été mise en pratique. En somme, ce sont les gens qui veulent tirer dans les pattes du président qui vont tenter de faire appliquer sa

politique. À peine élu, donc, Reagan doit faire face à une crise, fin 1981, avec 3,4 millions de chômeurs supplémentaires. À cela s'ajoute un nouvel élément : le Mexique annonce, en août 1982, qu'à la suite de l'effondrement du cours du pétrole, il ne peut plus honorer sa dette extérieure si on ne l'aide pas. Un peu comme la Grèce aujourd'hui.

Il reste que dans la propagande néolibérale, l'idée qu'il faut réduire les impôts des riches pour leur permettre d'investir s'ancre profondément, malgré l'échec retentissant de cette politique. Les riches n'investiront pas, ils dépenseront leur argent et le placeront dans des opérations spéculatives dont ils attendront des rentabilités parfaitement irréalistes.

On aura compris qu'il n'y a pas vraiment de début, à ce bazar. C'est dire encore qu'imaginer une possible réforme du système est parfaitement illusoire. C'est le capitalisme lui-même qui est la crise.

Le capitalisme américain a imaginé un système aussi simple qu'efficace pour freiner toute initiative qui ne convient pas au monde des affaires : le président de la banque centrale (Federal Reserve Board) n'est pas nommé par le président des États-Unis en exercice mais par le président sortant. Or, c'est le patron de la banque centrale, inamovible et incontrôlable, qui définit de fait la politique économique en jouant sur les taux d'intérêt. Il a la possibilité de faire appliquer, sans aucun contrôle de la part des instances politiques, une politique monétaire totalement antagonique avec celle du président en exercice. Autrement dit, le vrai patron, ce n'est pas le président en exercice, c'est la président de la réserve fédérale, c'est-à-dire un homme qui est systématiquement lié au monde des affaires.

Dans les autres pays développés, le monde des affaires est également très sourcilieux de ce que fait le pouvoir politique. Ce qui change, ce sont simplement les méthodes. L'actuel président français a au moins eu le mérite de mettre très clairement les points sur les « i » après son élection en étalant ostensiblement sa proximité avec les représentants du pouvoir économique.

Pour infléchir les orientations des politiques, les institutions comme le Federal Reserve Board sont aujourd'hui efficacement complétées par les agences de notation, dont on parle beaucoup en ce moment.

Une agence de notation est un organisme qui se spécialise dans l'analyse du risque de défaut de paiement d'un emprunteur. Ce n'est pas, comme on le croit en général, un organisme chargé de mesurer la « santé économique » d'un pays. La seule chose qui intéresse ces agences est de savoir si les prêteurs ont une chance d'être payés. Ainsi, de manière paradoxale, les États-Unis sont un pays dont la santé économique est catastrophique : il fait partie du « Club des 100 % »,

c'est-à-dire des pays dont la dette dépasse 100 % de la richesse qu'ils produisent en un an. Leur endettement s'élève à 14 580 milliards de dollars tandis que leur PIB a été en 2010 de 14 526 milliards. Pourtant, les États-Unis continuent de se voir attribuer la meilleure note possible, AAA.

On se demande pourquoi<sup>4</sup>.

Les agences de notation donnent périodiquement des « notes » qui indiquent la capacité d'un emprunteur à faire face à échéance aux remboursements en intérêt et capital d'une dette contractée. Les notes peuvent s'appliquer à un État, une collectivité locale, une banque, une compagnie d'assurance ou une société industrielle.

Et ce n'est pas par masochisme que les emprunteurs demandent à être notés par une agence : d'abord il est rare qu'un emprunteur parte avec l'idée établie de ne pas rembourser ; mais surtout une notation élevée élargit les possibilités d'intéresser des investisseurs éventuels, et elle a un impact sur le coût des financements.

Les principales agences de notation sont en France la Coface (Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur). Sinon, trois agences de notation raflent plus de 80 % du marché mondial : Standards & Poor's<sup>5</sup>, Moody's Investor Service et Fitch Rating.

À suivre au prochain numéro.

**E. V.**

1. Les combines profitables, les capitalistes se les gardent, vous pensez bien. À l'inverse, les investissements merdiques, ils les font payer par l'épargnant moyen. Tel fut le cas du tunnel sous la manche. Investissement nécessaire, comme tout investissement d'infrastructure important, mais coûteux et pas rentable. Avec la complicité parfaitement consciente des pouvoirs publics, un battage médiatique fantastique fut organisé pour attirer le chaland. Une foule de petits épargnants se transforma en gogos sans se demander pourquoi, si l'affaire était si juteuse, les gros capitalistes ne s'étaient pas précipités eux-mêmes sur l'affaire. Aucun petit actionnaire n'a jamais gagné un centime sur le tunnel sous la manche.

2. Ben Stein, « Pledging Allegiance to the United States of Hedge Funds », *New York Times*, 28 octobre 2007.

3. Joseph E. Stiglitz, « Inequality of the 1 %, by the 1 %, for the 1 % », *Vanity Fair*, mai 2011 <http://www.vanityfair.com/society/features/2011/05/top-one-percent-201105>

4. Les autres camarades de club des États-Unis sont : la Belgique, l'Islande, l'Italie, le Portugal, l'Irlande, la Grèce et le Japon. Le Japon est même le seul membre du Club des 200 %.

5. Le 11 novembre au matin on apprend que cette agence de notation avait dégradé la note française « par erreur ».

# Inondations en Thaïlande

## Entre colère et consternation

**François L.**

DEPUIS DEUX MOIS, la Thaïlande est victime d'inondations catastrophiques. À l'heure actuelle, plus de cinq cents morts, le tiers du pays sous les eaux, le cinquième de la capitale Bangkok sous une hauteur d'eau plus ou moins importante mais pouvant aller jusqu'à deux mètres. Les touristes, les *tour operators* et les investisseurs financiers s'affolent. La fréquentation touristique a chuté de 25 %, les prévisions de croissance devraient passer de 5 à 2 points. Le coût de la crise pourrait s'élever à environ cinq milliards d'euros. La Thaïlande n'est pas seule à souffrir des inondations, ses voisins le Laos et le Cambodge également, mais c'est elle la plus touchée. Les informations contenues dans cet article sont tirées du *Bangkok Post*, journal anglophone paraissant en Thaïlande et proche des milieux «démocrates» et libéraux, a priori opposé au gouvernement en place. Les évaluations des causes et des conséquences possibles, qui se trouvent pour certaines confirmées par des médias locaux, relèvent de ma propre responsabilité.

### Un historique des inondations

Fin septembre 2011, d'importantes inondations commandent l'évacuation par hélicoptère de touristes, d'un site proche de celui d'Angkor Vat (Cambodge). En Thaïlande, la mousson est particulièrement longue et intense dans le nord du pays, commençant à provoquer des inondations. On entend déjà murmurer que la capitale pourrait être aussi inondée. Les autorités, puisqu'elles sont responsables, avaient sans doute le temps de prévoir un plan de protection et d'évacuation efficace à proposer. Il n'en est rien et il n'en sera jamais rien; cette impréparation sera un facteur aggravant. Dans les barrages, les volumes d'eau retenus paraissent avoir atteint la capacité maximale, on relâche de l'eau. Aujourd'hui, certains prétendent que ce n'était pas utile. Va savoir! Les volumes relâchés sont tels qu'ils débordent largement des cours d'eau du réseau hydrographique, notamment du fleuve Chao Phraya qui va vers la mer en traversant Bangkok et son estuaire. Les inondations envahissent les plaines du centre, dont la ville d'Ayutthaya. Cette ancienne capitale située à une centaine de kilomètres de Bangkok possède de magnifiques vestiges historiques inscrits au patri-



moine mondial de l'humanité mais aussi des usines et des zones industrielles importantes. Les constructeurs automobiles qui y sont installés arriveront-ils à reconverter leur production en véhicules amphibies? Aucune certitude, mais il est certain que la note qu'ils présenteront devrait être salée. Vers la mi-octobre, l'inondation de certains quartiers de la capitale semble inévitable, reste à savoir combien de quartiers seront touchés et lesquels. La tension augmente, moins vite toutefois que la hauteur des flots de la Chao Phraya. Bangkok ou plutôt le *Greater Bangkok* (sorte de grand Paris avant la lettre) est une métropole de 12 millions d'habitants, incluse elle-même dans une mégapole de 20 millions d'habitants. Cette ville qui a subi une très forte croissance au cours des cinquante dernières années, est le poumon économique thaïlandais, peut être plus encore que l'Île-de-France l'est pour la France, l'enjeu est donc d'importance. Elle est constituée d'un hypercentre comme dit mon agence immobilière, grand comme plusieurs arrondissements de Paris, qui regroupe quartiers d'affaires, touristiques, historiques et religieux. C'est là aussi qu'habite ou qu'est soigné le roi. Et le roi... il déclare qu'après tout s'il est nécessaire de noyer ses palais pour sauver son peuple, allons-y. Quel chic type ce roi!

Le gouverneur de Bangkok organise une procession afin de prier la déesse du fleuve pour qu'elle protège la ville. Le résultat n'est pas convaincant. La Première ministre, Yingluck Shinawatra, entre deux balades en hélicoptère (pour évaluer la situation!), demande un peu d'indulgence aux médias et rappelle qu'élue en juillet, elle ne peut être comptable de tout. Elle ne peut quand même pas être exonérée de tout... elle l'a voulu son pouvoir.

Quel parti l'emportera? Deux options sont proposées, elles seront influencées par des stratégies électorales... La première préférerait inonder Bangkok même l'hypercentre pour soulager les populations déjà inondées et permettre à l'eau de s'écouler. C'est la solution retenue par le gouvernement nouvellement élu des Chemises rouges (de tendance populiste); leur base électorale est composée de paysans, d'une population de salariés pauvres, de ruraux habitant plutôt la province et des villes comme Ayutthaya, ainsi que de banlieusards du *Greater Bangkok*. La deuxième option, défendue par le gouverneur de Bangkok, «démocrate», serait de sauvegarder Bangkok même si certains quartiers devraient être inondés au moins en partie, mais en contrepartie, contraindraient à retarder la décrue dans les plaines du centre dont les populations

sont sous l'eau depuis de nombreuses semaines déjà. Les démocrates (qui viennent de perdre les élections) ont un électorat issu de la classe moyenne, habitant plutôt les villes, dont Bangkok. Ce clientélisme électoral retarde la prise de décision, augmentant ainsi l'impact de la catastrophe. On a beau acheminer des sacs de sable (certains de plus de deux tonnes) pour consolider ou rehausser les digues de terre entourant certains endroits stratégiques, mobiliser des bateaux pour faire refluer l'eau vers la mer, utiliser des pompes pour refouler l'eau, cela n'a que peu d'effet sur le niveau de l'eau qui continue à monter inexorablement. Mauvaise limonade, c'est une période de fortes marées, ce qui implique que les flots soient refoulés vers la capitale au lieu de se jeter dans la mer. Du coup, les experts qui expertisent annoncent que le pire surviendra à la mi-octobre, avant de reporter cette période à fin octobre puis à mi-novembre. Quoiqu'il en soit, le pire est permanent. Les canaux de la ville n'apparaissent plus suffisants pour évacuer l'eau, pour dégager les masses bloquées jusque-là. Dans le nord du pays la pluie redouble et s'installe également dans le sud du pays qui était épargné jusque-là. Les pires inondations que le pays ait connu depuis 1942.

Une partie de plus en plus importante de la banlieue de la capitale est noyée (entre 50 cm et 2 mètres selon les endroits) ; l'hypercentre reste aujourd'hui encore épargné à cause de son côté vitrine du pays, de même que l'aéroport international. Mais pour combien de temps ?

### Couacs en pagaille

L'aéroport de Don Muang, sorte d'Orly local, est lui inondé et hors service pour de longues semaines. Ironie du sort, il hébergeait le centre de gestion de crise et de secours, le Froc, qui y laisse sa chemise ; en effet, il doit déménager ; cela n'augmente pas la confiance portée à sa nouvelle équipe dirigeante accusée d'incompétence (gestion de la crise) et de favoritisme (distribution des secours).

Dans l'effolement, mais aussi semble-t-il pour soigner son image, un ministre décrète l'évacuation de certains quartiers ; il est désavoué dans les heures suivantes par un de ses collègues du gouvernement. Les habitants seront finalement évacués... Le gouverneur de Bangkok proclame que les habitants devraient se fier à lui seul sur ces sujets. À qui se fier alors que les informations d'évacuation peuvent engager la vie des gens ? Les discours officiels presque lénifiants virent au catastrophisme. On sent bien que les soi-disant élites ne maîtrisent plus rien. Les digues protégeant certaines avenues se rompent les unes après les autres, la télévision thaï montre des réfugiés climatiques pris en charge dans le calme et montrant une sérénité qui n'est peut-être que de façade, mais qui surprend toujours l'étranger que je suis. Le gouvernement accorde cinq jours de congés, afin que la ville se vide et que



les équipes de secours soient plus efficaces. Dans certains endroits du pays, les habitants vivent depuis plusieurs semaines les pieds, la taille ou les épaules dans l'eau. Ils ont été embarqués ou dirigés vers des centres de secours. Ça dépanne, certes, mais deux mois de colo dans un centre d'accueil...

### Et côté nucléaire ?

L'OAP (le bureau de l'atome pour la paix) dément des rumeurs qui courent depuis peu, le réacteur nucléaire thaïlandais serait touché par les inondations, des fuites radioactives. La porte-parole dément que la population soit menacée. On nous dit que la piscine dans laquelle le réacteur nucléaire était plongé est situé à une hauteur de 8 mètres, c'est hautement improbable. Le bâtiment n'est même pas inondé, qu'elle ajoute la porte-parole. C'est pas comme chez ces nuls de Japonais de Fukushima.

### Quelques slogans et préceptes efficaces

Yingluck Shinawatra (la Première ministre) déclare que tous les Thaïlandais sont unis et que les questions de couleur politique s'effacent devant la crise. Ben tiens ! Une façon de jouer sur l'obéissance et l'esprit de sacrifice pour le bien de la collectivité qui figurent parmi les composantes de l'éducation dispensée en Thaïlande. En parfaite pédagogue, et non sans un certain humour (volontaire ?) elle assène : « Le gouvernement maîtrise la situation », puis « Ayons confiance » et enfin « Si l'eau monte, mettez vos affaires en hauteur et grimpez sur les toits ». Elle va gagner un prix ?

Des crocodiles et des serpents mortels en profitent pour se balader. Le journal rapporte qu'on indique que les crocos n'attaquent pas l'homme et qu'un bâton suffit à les chasser. Je n'ose pas le croire. Le nombre de décès par électrocution est en passe de devenir la première cause de mortalité du royaume, preuve

que le « progrès » pénètre le pays dans son entier. Le temps de transport pour se rendre à son travail double, son prix aussi. Les entreprises autorisent les inondés reconnus à... « sécher », mais ce sera pris sur leurs jours de congés. Les risques de maladies, d'eau impropre à la consommation, de pénurie (promis, les prix ne bougeront pas) et de pillage s'annoncent. Il est pronostiqué deux puis quatre semaines au moins pour que la situation soit rétablie. À moins qu'elle empire...

### La colère monte avec l'eau

Au bord des larmes et fortement contestée, Yingluck lance un dernier « Ayez confiance » puis telle une mère Noël avant l'heure, elle se rend sur un camion pour distribuer des vivres à des bénéficiaires qui comptent souvent parmi ses électeurs ; hélas pour elle, mêmes eux finissent pas laisser éclater leur colère, d'autant que certains repartent les mains vides. Il paraît même que quelques jets de pierre...

Les habitants de certains quartiers de la capitale voyant que leur sort importait peu, ont décidé d'agir. Ils ont détruit une partie des digues et ouvert des écluses de façon à ce que les flots s'écoulent autrement qu'en passant par leurs maisons. Quelques coups de feu sont tirés en l'air par des habitants pour faire fuir les travailleurs chargés – de facto – de les inonder. Selon les autorités (mais sont-elles crédibles ?), ces destructions devraient retarder le plan d'évacuation de l'eau. Un général comprend les sinistrés, un chef de la police déclare que lui les mettra en prison ; il faut dire qu'armée et police n'ont jamais fait très bon ménage, que l'armée soutiendrait plutôt le gouvernement et qu'en mai 2010, la police avait tué quatre vingt manifestants de son parti lors de l'occupation prolongée de la ville... En fin de compte, après un marchandage sur la largeur des ouvertures et leur nombre, ces habitants auront gain de cause. Comme

quoi... Dernière difficulté, la capitale risque d'être entièrement coupée du reste du pays, situation qui risque d'aggraver très rapidement le manque d'eau potable et les risques de pénurie, pas seulement pour Bangkok.

### Quelques explications à la catastrophe

Bien que n'étant pas scientifique et encore moins climatologue, je retiendrai cependant l'hypothèse communément admise du réchauffement climatique comme étant la cause d'une mousson aussi importante. D'autant que j'entends à la radio des nouvelles du sud de la France et de l'Italie qui cherchent à copier la Thaïlande.

**L'imprévoyance érigée en habitude.** Je ne voudrais pas tomber dans des formules un peu clichés, mais il existe ici un comportement répandu, s'apparentant à quelque chose comme «après moi – et autour de moi – le déluge». Ce qui peut expliquer pour partie qu'aucun gouvernement n'ait jamais envisagé que la Thaïlande puisse être victime de catastrophes climatiques fréquentes et dévastatrices; sans doute aussi pour ne pas effrayer les touristes et investisseurs (c'est perdu!). Pourtant, en mars déjà, les bateaux de la marine avaient dû évacuer par centaines des touristes bloqués dans le sud du pays. Rien n'était prêt pour faire face à une telle situation. Un ministre vient cependant d'annoncer que la Thaïlande doit se préparer à endurer des saisons des pluies plus longues et plus intenses. Un pas dans la bonne direction? Rien n'est moins sûr.

**Une Première ministre et son gouvernement complètement pris de court.** Certes la Première ministre a beau avoir été élue il y a peu, on la désigne comme responsable de n'avoir pas pris en compte suffisamment tôt les alertes aux inondations lancées depuis plusieurs semaines; elle n'a pas non plus réussi à coordonner les actions de trois organismes concernés par la gestion de la crise (et de couleurs politiques différentes), ni les communications hâtives et erronées des ministres, pas plus qu'elle n'aura réussi à mobiliser suffisamment les différents acteurs pour empêcher ou réduire cette catastrophe.

**Des modifications liées à l'urbanisme.** Bangkok est passée en cinquante ans de 1 à 12 millions d'habitants. Bâtie sur un sol argileux, la ville a accueilli cet accroissement de population en construisant immeubles et cités et a bétonné les sols à l'extrême, ce qui a diminué d'autant la capacité régulatrice déjà limitée des sols, en cas de nécessaire et fréquent besoin d'évacuation des eaux. Cette remarque vaut pour l'ensemble du pays, victime de l'affairisme, de la voracité et du manque de scrupules des promoteurs immobiliers et des opérateurs touristiques, locaux ou étrangers.

**Venise de l'Orient? La grande majorité de ses canaux a été transformée en artères.** Ayant été comblés et couverts pour faire des rues et permettre à la circulation automobile



d'être plus fluide (Bangkok est la capitale quasi-mondiale des embouteillages), ils sont beaucoup moins nombreux à pouvoir servir de voies d'évacuation. Ces derniers jours, il a été envisagé de creuser certaines artères pour évacuer les flots; c'est-à-dire, à nouveau creuser des canaux. Comme quoi... Puis on s'est rendu compte que le niveau de l'eau était bien trop haut pour que cette solution soit efficace.

**Les fortes marées.** Elles ont fait refluer les eaux venues du nord du pays vers l'intérieur des terres, retardant leur évacuation.

**L'abandon d'une forme traditionnelle d'architecture.** Si elles n'empêchaient pas les inondations, les maisons surélevées gardaient leurs habitants au sec, évitant le grand nombre de réfugiés climatiques qu'on a vus; dont certains sont morts. Elles ont été remplacées par des maisons et des immeubles avec rez-de-chaussée immédiatement envahissables.

**Des conséquences heureuses.** Davantage de marchés flottants seront offerts à mes yeux ébahis, avec moins de touristes pour les admirer puisqu'annulations et départs anticipés se multiplient.

Les affaires devraient reprendre pour les marchands de tee-shirts: ce matin, j'ai vu apparaître le premier tee-shirt spécial inondations: «We never give it up – The floods» (nous ne renoncerons jamais – Les inondations).

Les cours de natation seront obligatoires à l'école primaire (c'est une galéjade).

Une fois de plus, la religion a fait la preuve de son inutilité. Il n'est pourtant pas certain que le nombre de libres penseurs augmente dans le pays. Au fait, les musulmans vivent ces inondations comme un test que leur dieu leur envoie. Que disent les chrétiens?

**Des conséquences moins heureuses ou dramatiques.** Cinq cents morts ou un peu plus, leur nombre augmente tous les jours, des réfugiés climatiques par milliers, le risque d'épidémies qui peut s'accroître si la situation perdure. Des pénuries alimentaires, le manque d'eau potable avec des augmentations de prix

à la clef, sans compter la récolte de riz qui va diminuer dramatiquement. Or le pays en est le premier exportateur mondial. Comme toujours les plus atteints par cette catastrophe seront les plus pauvres, ceux qui sont déjà les plus démunis, les plus fragilisés.

### Quelles perspectives?

Dans le *Bangkok Post* du 28 octobre, la une et les premières pages montrent des photos impressionnantes sur les inondations. Dans les pages intérieures, une maquette de l'encore plus grand Bangkok qu'actuel, qui mobilisera davantage de sols, donc moins de possibilité d'évacuation des eaux. Les officiels au garde à vous, le sourire fier.

Et si la Thaïlande venait à se doter d'une centrale nucléaire ainsi que certains bruits en font état? Là comme ailleurs, on vantera les mesures de sécurité prises. Pour mesurer la qualité des politiques de prévention, il convient d'avoir à l'esprit les mesures prises après le tsunami de 2005: des sentiers balisés pour se rendre à des points de rassemblement, quelques haut-parleurs disséminés pour lancer l'alerte, une fréquence dédiée sur la bande hertzienne. Quelques cérémonies religieuses en prime. En revanche, certains promoteurs sont venus reconstruire les infrastructures touristiques au même endroit qu'avant. Alors pour ce qui est de la sécurité nucléaire... Comme le répète inlassablement la Première ministre: «Ayons confiance». Bonne chance les Thaïs, les autres également. Les Français eux ne craignent rien, protégés qu'ils sont par leurs frontières.

**Loy Khratong arrive...** Cette fête religieuse aura lieu le 10 novembre; on y rendra hommage à la déesse des eaux en mettant sur l'eau des embarcations (une demi-noix de coco, par exemple, avec quelques bougies ou bâtonnets d'encens), l'occasion de la remercier d'avoir alimenté les cours d'eau et de s'excuser de les avoir souillés... Cette année, ce sera amplement justifié.

F. L

# Voyage en Prud'homie



## Kintpuash

Groupe Albert-Camus  
de la Fédération anarchiste

**Pour approfondir la question,  
voir la quatrième de couverture  
du présent numéro.**

**LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES** connaissent une progression constante d'affaires (environ 208 000 affaires inscrites cette année), sachant que plus de 98 % d'entre elles sont introduites par les salariés. Lieu de justice du travail pour tout litige lié à l'exécution du contrat de travail, nombre de salariés aboutissent là pour obtenir réparation : du paiement de quelques heures supplémentaires au licenciement sans cause réelle et sérieuse. Beaucoup d'entre eux, sans jamais avoir croisé un syndicaliste dans leur vie professionnelle. Entre absence de rapport de force pour faire respecter les droits dans l'entreprise et recours aux prud'hommes pour les faire valoir devant les juges, le lien est évident.

Du fait de la délinquance patronale, l'attente de justice est très forte devant le conseil de prud'hommes. Encore plus forte, pour les salariés les plus intégrés (soumis) au système économique sortant très « abîmés » économiquement et psychologiquement des préjudices occasionnés par leurs employeurs.

Face à la forte sollicitation de cette institution, tout est entrepris depuis des années pour l'asphyxier et mettre le plus de distance entre les salariés et la justice. Mais, il existe aussi des motifs à la mauvaise santé de cette justice, intrinsèques aux conseils de prud'hommes, le paritarisme par exemple, et d'autres relevant, il faut bien le dire, du rôle des militants et de leurs organisations syndicales.

## **Attaques réactionnaires en règle**

Le mandat présidentiel de Chirac a fait naître des milliers de décrets lois pour rendre le code du travail plus complexe et ainsi mieux prétendre « le droit du travail devenu très compliqué ». Après quoi, l'ordonnance de 2007 a fait recodifier le droit du travail à droit constant paraît-il. Mais des articles de lois se sont vus déclassés en décrets et des décrets déclassés en règlements. Précédemment, en 2004, il avait été rendu obligatoire pour les affaires montant en Cour de cassation le ministère d'un avocat pour chacune des parties, remettant en cause la gratuité de la totalité de la procédure. Il est aussi en projet d'imposer un avocat en Cour d'appel.

En mai 2008, sous prétexte d'améliorer la proximité de la justice, Rachida Dati est chargée de revoir la carte judiciaire. En conséquence : suppression de 62 conseils sur les 291 conseils de prud'hommes existants. Une approche numérique et financière du coût de la justice. Il est bien évident que les conseillers prud'hommes issus des tribunaux supprimés et ralliés sur les tribunaux maintenus dans les départements n'ont pas vu ces tribunaux dotés de salles supplémentaires et pas d'avantage de personnel de greffe. Résultat : là où les conseillers sont plus nombreux, ils siègent moins souvent. Et, pour un salarié dans un département touché par la suppression de tribunal, entre un déplacement de 120 à 160 km

aller-retour et l'obtention du paiement d'heures supplémentaires, son choix est vite fait : il va éviter de perdre une journée de travail. D'autant plus que la disparition de la gratuité d'accès à la justice depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2011 l'oblige à payer un timbre de 35 euros pour introduire son instance au conseil.

Ensuite, en juin 2008, partant du principe qu'un conseiller prud'homme (salarié) est un voleur, mais aussi partant de constats d'abus locaux bien réels, c'est l'indemnisation du temps d'activité prud'homale qui est revu à la baisse. En conséquence, des possibilités restreintes pour les réunions de section et de conseil ; plafonnement de temps indemnisé pour les rédactions de jugement ; exclusion de prise en charge du temps dédié aux rédactions de renvois et radiations. Une décision dont la rédaction est bâclée est une décision à laquelle on peut faire appel. C'est toujours du délai gagné pour l'employeur. À moins de vouloir bien rédiger et sur son temps personnel, en bon militant qui s'adonne ainsi au travail dissimulé au titre de la justice du travail !

D'une manière générale, la politique de réduction d'effectifs des services publics n'épargne pas le personnel de greffe aggravant le fonctionnement de la justice mais aussi les conditions de travail des greffiers. Le mode de recrutement se trouve aussi revu à la baisse entraînant par ailleurs une dévalorisation de leur activité et statut.

Enfin, pour contribuer un peu plus à l'éloignement des salariés avec leur institution de justice, c'est le suffrage universel des salariés aux élections de leurs conseillers prud'hommes qui va être mis à la casse. Ce seront les délégués du personnel, grands électeurs, qui voteront. Ça tombe bien pour les patrons, avec l'accord sur la représentativité déjà mis en place... Le temps d'achever la réforme, le mandat actuel est prolongé de deux ans!

D'autres offensives sont mises en œuvre pour s'attaquer à l'oralité des débats – « Cessons de perdre du temps! Supprimons les audiences et demandons au salarié de faire adresser par son avocat ses conclusions au conseil de prud'hommes. Si le salarié n'a pas d'avocat, qu'il s'en paye un! Il ne peut pas payer? Tant mieux, il n'y a pas d'affaire » – ou supprimer les bureaux de conciliation en plaçant la conciliation au sein de l'entreprise avec l'intervention de médiateur payant...

Au final, des attaques sur l'espace, le temps et l'économique pour rendre inaccessible aux salariés le recours à la justice du travail.

### Syndicalisme soluble dans le paritarisme ?

La réponse est presque contenue dans la question. L'institution de cette justice est basée sur le paritarisme. La formation de magistrats tenant audience et délibéré est composée d'un conseiller salarié et d'un conseiller employeur, ou de deux conseillers salariés et deux conseillers employeurs, selon qu'il s'agit d'un bureau de référé, de conciliation, ou de jugement. Avec une alternance salarié employeur pour les présidences des formations et pour le conseil.

Entre parenthèse, nous rions jaune à constater que le paritarisme a ses limites dans le respect du capitalisme. En effet, l'indemnisation du temps d'activité effectué par les conseillers hors de leurs plages horaires de travail passe du simple au double suivant que le conseillé est salarié (7,10 euros de l'heure) ou employeur (14,20 euros de l'heure). Passons!

Il est patent que certains conseillers salariés, pris dans une ambiance étrangère à l'entreprise, le tribunal, confrontés à des conseillers employeurs dont ils sont légalement les égaux, livrés à un exercice tout nouveau pour eux, perdent leur posture de syndicaliste, oublient la gymnastique de lutte de classes et alors même que les audiences du conseil sont des exposés vivants, cas après cas, du banditisme social des employeurs.

Au point que parfois, il est enviable de siéger en formation de conciliation ou de référé (un conseiller salarié et un conseiller employeur) plutôt qu'en formation à quatre conseillers dans laquelle, en audience et en délibéré, on effectue un voyage très solitaire contre les trois autres conseillers...

Toutes les attaques contre la justice du travail (évoquées plus haut) ne prennent pas source seule dans l'idéologie ultralibérale.

Plus exactement, les rédacteurs des contre réformes se sont énormément inspirés des mauvaises pratiques dans des conseils de prud'hommes et de ce que des conseillers salariés – les conseillers employeurs s'en fichent – n'y font plus respecter.

Justice du travail, droit bourgeois! Certes. Mais le droit du travail porte aussi les fruits des rapports sociaux de l'histoire. Certains à l'avantage des salariés, d'autres pour les employeurs. Les principes fondamentaux et les moyens des tribunaux de prud'hommes sont ces fruits en terrain hostile et aride puisque capitaliste.

Par exemple, dans la ligne de mire des réactionnaires se trouve le bureau de conciliation. Les conseillers y disposent de moyens importants pour instruire l'affaire, la mettre



en état et dire le droit. Pourtant il est devenu une annexe de greffes où les parties viennent chercher une date d'audience de bureau de jugement.

La comparution personnelle, principe fondamental – mettant le salarié et l'employeur à égalité face aux magistrats – assortie de la représentation, de l'assistance et du pouvoir de concilier sont des éléments piétinés en l'absence de vérification par les conseillers du motif légitime d'absence, de l'identité et qualité du représentant de l'employeur et de son mandat.

L'oralité des débats, autre principe fondamental, permettant au salarié de se présenter seul ou assisté quelque soit son niveau d'éducation et ses moyens financiers, est battu en brèche. Les avocats ayant investi largement l'assistance, ces petits auxiliaires de justice parlent en lieu et place des salariés souvent absents des audiences et s'empressent de faire parapher leurs conclusions par le greffe pour les rendre valablement plaidées avant l'ouverture des débats. Et cela, sous le regard de conseillers passifs. D'autres exemples, trop

longs à décrire ici mais sur lesquels nous pourrions revenir dans ces colonnes, illustrent les manquements aux obligations des conseillers mettant en danger la justice du travail.

Cela implique bien sûr des questions: quel type de syndicalistes sont présentés aux élections prud'homales par leur organisation? Quels liens avec leurs structures locales (Unions départementales) et leur section d'entreprise d'origine? Quelle formation (et quel contenu) sur l'activité spécifique mise en œuvre par les organisations syndicales? Les syndicalistes investis suivent-ils ces formations ou se complaisent-ils dans la reproduction de pratiques bonnes mais plus souvent mauvaises? Formation de masse ou élitiste? Syndicaliste du droit du travail ou professionnel du droit? Quelle capacité et temps disponible pour mettre en œuvre une vie de groupes syndicaux dans les sections du conseil?

Loin de vouloir donner des leçons, ces réflexions émanent des réalités constatées. Des réalités humaines; de la bonne ou mauvaise santé des structures syndicales locales; des ambitions adoptées en réunions confédérales et des mises en actes en terme d'équipement de la pensée pour l'action des militants investis en prud'homme; de l'incapacité de mobilisation syndicale d'envergure pour défendre cette justice du travail.

Le paritarisme de cette justice du travail plombe-t-il les droits des travailleurs? Des juges professionnels seraient-ils meilleurs? Oui, peut-être si on observe la justice du travail en Allemagne. Non, certainement pas si on observe la justice du travail au Portugal.

### Anarchiste et conseiller prud'homme

Un paradoxe qui n'en est pas tout à fait un si l'anarchiste en question est militant de l'action syndicale. Dans son rôle de conseiller prud'homme, il lui faut se rappeler d'où il vient et ce qu'il doit défendre, tout comme n'importe quel militant syndicaliste respectable. Le postulat à tenir à l'ouverture de l'audience et dans le délibéré est le suivant: « Le salarié a toujours raison, après on voit comment l'établir... ». Après tout, il y a tout de même 70 % des salariés qui voient leurs droits rétablis à l'issue de longues procédures.

Sur la question de l'apport d'influence libertaire particulière dans l'activité prud'homale, le cadre étroit de la justice «bourgeoise» ne semble pas permettre cet apport. Par contre, plus pertinent, l'exercice de cette justice peut être bonne école et une source de réflexions pour des militants libertaires. Cela, d'une part, en terme de propositions de «justice» en société libertaire, et d'autre part, en terme de propositions expérimentales au sein d'organisation anarchiste, véritables laboratoires sociaux et «éducationnistes». Pour mieux parfaire le «comment» les fédérés s'y font justice de façon plus brillante qu'en société capitaliste ou qu'en organisation politique autoritaire.

K.



# « Variations » sur le changement social



Wreck of the Old '97 de Thomas Hart Benton

**PRIMAIRES SOCIALISTES,** affrontements Mélenchon-Joly, la fille Le Pen en campagne (qui, à l'heure où j'écris ces lignes, additionne les vents et les lapins aux États-Unis), Hollande en une de Libé, le Front de gauche sur celle de L'Humain; bref, vous n'avez pas attendu ces quelques mots pour piger que le spectacle médiatico-politique a mis les bouchées doubles, et ce pour un bout de temps encore, élections présidentielles de 2012 obligent. Il n'y a pas grand-chose à en dire, tout n'étant qu'hypocrisie et manipulations, si ce n'est se demander – pour changer... – combien de temps tout ça va encore durer.

## Le train sifflera, et alors ?

Une fois n'est pas coutume (et c'est peut-être bien dommage), mais je ne dégainerai pas ici le déjà tant entendu attirail anti-électoral des anarchistes; non qu'il soit désuet, mais d'autres s'en chargeront sans doute à ma place, y compris dans les colonnes de ce journal. Inutile, donc, de revenir une énième fois sur la dépossession de la souveraineté populaire, l'essence autoritaire et l'absence de perspectives révolutionnaires portées par les élections, et concentrons-nous davantage sur l'appel à l'abstention, cet exercice militant si souvent porté par les milieux révolutionnaires, et par nous autres libertaires en particulier.

Pourquoi appeler à s'abstenir? Si cette pratique est, depuis belle lurette, rentrée dans le folklore anarchiste, la question mérite toutefois d'être posée, et pas forcément pour l'entériner davantage. Prenons le

problème dans le bon sens: que reprochons-nous aux élections? Entre autres, de ne pas être en mesure de déboucher sur une situation révolutionnaire et, de fait, de porter un projet de transformation radicale de la société. L'abstention, que nous opposons régulièrement à la participation électorale, est-elle davantage porteuse d'une dynamique de changement révolutionnaire? L'abstention a-t-elle déjà accouché d'une révolution? Jamais, à ma connaissance. Pourquoi, donc, devrions-nous appeler à l'abstention? Pour faire valoir notre critique de la démocratie parlementaire? L'indigeste matraquage médiatique orchestré par les partis politiques nous interdit tout espoir de pouvoir nous faire entendre par d'autres que nous-mêmes. Pour faire valoir une autre voie/voix? Si tant est que l'abstention incarne réellement une, elle n'en serait pas moins noyée, elle aussi, sous le raz de marée des campagnes des partis. Pour manifester un réflexe identitaire (politique)? Pourquoi pas, mais cela n'aurait alors que bien peu d'intérêt, si ce n'est celui de nous faire plaisir.

Alors, pourquoi? Aucune idée. Et c'est pour cette raison que toute campagne anti-électorale me paraît justement inutile. Et ce d'autant plus qu'une telle pratique nous inscrit de fait dans le jeu des élections: à côté de ceux – nombreux – qui appellent à voter, nous – peu nombreux – appelons à ne pas le faire. Bien qu'à des degrés de responsabilité fort divers, porte-voix électoralistes et hérauts de l'abstentionnisme font tous deux partie des rouages d'une même mascarade.

## Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui  
de la Fédération anarchiste

Appeler à ne pas participer aux élections, c'est y participer malgré tout, entretenir le grand Spectacle, accorder de l'importance à quelque chose qui, fondamentalement, n'en a jamais eu, du moins pour qui désire un réel changement social.

Dès lors, quel intérêt à s'épuiser en s'engageant dans une campagne politique qui, nous le savons, ne mènera pas à grand-chose? L'on pourrait éventuellement évoquer l'idée d'une campagne en faveur d'une «abstention révolutionnaire», mais ce serait se fourvoyer dans l'illusion qu'un changement social pourrait survenir d'une pratique abstentionniste. Car si la participation aux élections ne changera en effet jamais radicalement la société, l'abstention ne le fera pas davantage. Ne pas participer à quelque chose qui n'est d'aucune utilité n'a jamais rien donné. C'est mathématique,  $0 + 0$  a toujours donné  $0$ .

À mon sens, mieux vaut donc laisser passer les élections comme on laisse filer un train. Ne pas s'y attarder, ne pas s'essouffler à exprimer des critiques qui ne seront jamais que des murmures perdus dans un brouhaha général, et continuer à construire le changement social sur le terrain des luttes. Ce qui, entendons-le bien, ne saurait se traduire par un abandon de la diffusion de nos critiques du système parlementaire, questions dont les réponses sont au cœur même de notre projet de société. Mais, à mon sens, il est préférable et plus stratégique de l'effectuer avant et (surtout) après le battage médiatique de ces périodes électorales que nous exécutons.





# Histoire

«Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place.» **Inconnu**

## Maudite soit la guerre et vive les mutins

**MAUDITE SOIT LA GUERRE.** C'est ce que l'on peut lire sur le monument aux morts de Gentioux (Creuse) devant lequel se rassemblent chaque année anarchistes, antimilitaristes, pacifistes et autres empêcheurs de massacrer en rond. Un autre 11 novembre est donc passé. Par définition il revient tous les ans ; ça fait un bail depuis 1918. Tellement longtemps qu'il n'y a désormais plus un seul survivant de cette guerre. Pardon, de cette «Grande Guerre». Grande, elle l'a été assurément, par le nombre de nations impliquées, mais surtout par le nombre de victimes : huit millions de morts et des millions de mutilés et d'invalides.

Le dernier jour de cette boucherie mondiale, bien que sachant que l'armistice allait être signé, des généraux ordonnèrent quand même des actions militaires qui firent 11 000 tués et blessés. Parmi ces officiers jusqu'au-boutistes, le général Wright commandant la 89<sup>e</sup> division américaine entreprit de reprendre un village afin que ses hommes puissent y faire un brin de toilette. (Toujours être propre sur soi pour les grands événements). Résultat des courses : encore 300 tués à son palmarès. Qu'on se rassure, ces généraux commandant toutes ces opérations s'en sont sortis indemnes, eux. Il faut dire qu'à part Alexandre le Grand qui combattait en première ligne à la tête de ses troupes, les commandants d'armée ont tendance depuis l'Antiquité à rester à l'arrière et ont plutôt pris l'habitude de mourir dans leur lit. «Armons-nous et partez» est toujours de mise chez ces gens-là.

L'Histoire étant souvent parsemée de détails pour le moins saugrenus, on notera que le dernier «poilu» (mort en mars 2008) répondant au nom de Lazare Ponticelli, était, comme son nom le laisse deviner, un immigré qui obtint la nationalité française en... 1939. Quant à Louis de Cazenave, avant-dernier poilu décédé (en janvier 2008), que les autorités s'acharnaient à vouloir récompenser, ce qu'il avait vécu en 14/18 l'avait irrè-



Exécution d'un mutin pendant la Grande Guerre

médiatement transformé en pacifiste : «Les médailles ? Certains de mes camarades n'ont même pas eu le droit à une croix de bois ! »

Et il avait bougrement raison. Cette «Grande Guerre» n'avait rien d'un combat idéologique, mais plutôt d'un conflit d'intérêts, chacun des belligérants voulant redessiner les frontières en sa faveur. Comme le disait Carl von Clausewitz (ce stratège cher au cœur des situationnistes) : «La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens.» En conséquence de quoi l'Allemagne vaincue devra recéder l'Alsace-Lorraine à la France et se fera dépouiller de ses colonies en Afrique et dans le Pacifique, ainsi que de ses comptoirs en Chine. L'indemnité de guerre qu'elle devra payer est colossale (132 milliards de marks or) alors qu'elle est complètement ruinée. Le leitmotiv imbécile d'un Clemenceau : «L'Allemagne paiera» ne sera pas suivi d'effet, l'indemnité finalement versée sera «seulement» de 23 milliards de marks, mais provoquera chez les Allemands ressentiment et renforcement du sentiment nationa-

liste, causes en partie à l'origine du second conflit mondial vingt ans plus tard.

Parallèlement à ces tractations financières, la France, toute à sa flambée patriotique s'est lancée dans l'édification de quelque 30 000 monuments aux morts (pratiquement un par commune), et a instauré cette commémoration du 11 novembre. Peut-être serait-il temps de changer cette date et d'en choisir une plus neutre, célébrant non pas une victoire mais une fin de guerre, englobant ainsi tous les pays «vainqueurs ou vaincus» engagés dans ce conflit. Et puis dans la foulée il serait temps de célébrer aussi les mutins de 1917, qui refusant d'abandonner leur internationalisme et rejetant cette guerre impérialiste se réclamaient de cette devise, toujours d'actualité : «Pas de guerre entre les peuples. Pas de paix entre les classes.»

**Ramón Pino**

Groupe Pierre-Besnard  
 de la Fédération anarchiste

# Repeindre le monde en blanc !

*Provo*, d'YVES FRÉMION, c'est une édition revue et corrigée ; la première datait de 1982.

Qui se souvient des provos hollandais qui choisirent le blanc comme couleur ? Qui se souvient de ces premiers écologistes qui firent de la résistance un plaisir ? Une de leurs premières actions se déroula lorsque la future reine des Pays-Bas, Béatrix, se maria avec un ancien nazi. Union qui ne plaisait pas plus que ça aux gens d'Amsterdam qui gardaient vive la mémoire des exactions allemandes. Aussi, quand les provos houspillèrent à plusieurs reprises les mariés, ils eurent la sympathie de la ville.

Les provos furent anticatholiques, antiprotestants, antilibéraux et contre les sociaux-démocrates. Ils furent surtout des jeunes gens qui ne trouvaient pas leur place dans une société où régnaient le chômage, l'absence de logements et où sévissait la pollution. Ils promurent l'éducation antiautoritaire, la liberté sexuelle, le féminisme, l'antimilitarisme, la rénovation urbaine et critiquèrent le consumérisme.

Les provos étaient plutôt pessimistes sur la possibilité de réveiller la société hollandaise endormie ; ils ne mettaient leurs espoirs ni dans la violence ni non plus dans la non-violence, mais dans des actes de provocation. Ils auraient pu dire comme d'autres jeunes : « Notre passé est sinistre, notre présent est invivable, heureusement que nous n'avons pas de futur. »

Dès leur création, en 1965, on note la présence d'anarchistes parmi eux : des anciens comme l'écrivain libertaire Jeff Last (1899-1970), et aussi des plus jeunes comme Rudolf de Jong, né en 1932.

Il semblerait que les écrits de l'anarchiste américain Paul Goodman aient eu une grosse influence sur les provos.

Des artistes du mouvement Cobra (comme Constant Nieuwenhuis) et des lettristes participèrent également aux premiers pas de ce mouvement.

Disons, en insistant sur ce caractère réitératif de l'Histoire, que ce fut essentiellement un mouvement de jeunes, mouvement qui préfigura d'autres soulèvements de la jeunesse dans le monde entier et tout particulièrement à Paris.

L'auteur, Yves Frémion, rappelle qu'il y eut des provos parisiens : les Jac (Jeunesses anarcho-communistes) qui, comme les Hollandais, voulaient réveiller une France endormie.

Rappelons à ce propos cet article étonnant de myopie de Pierre Viansson-Ponté, journaliste au *Monde*, « Quand la France s'ennuie... », daté du 15 mars, soit quelques semaines avant notre mai 1968. Ce qui m'a étonné – sans



doute une idée toute faite –, à cette époque et dans ce pays, c'est que les provos furent souvent arrêtés, allèrent souvent en prison, pas pour longtemps il est vrai, et que la police était particulièrement violente, mais que les manifestants ne l'étaient pas moins, surtout quand c'étaient des ouvriers qui manifestaient. L'un d'eux mourut d'ailleurs d'une crise cardiaque lors d'une manif.

La violence policière attira la sympathie des gens pour les provos ; et on notera que la police y mit beaucoup du sien pour assurer le succès des jeunes gens.

Les provos ne furent sans doute pas à proprement parler des révolutionnaires. En cela, ils furent critiqués par les situationnistes, en particulier par Mustapha Khayati, en 1966, dans *De la misère en milieu étudiant*. Pour Khayati, seul « le prolétariat est le moteur de la société capitaliste et donc son danger mortel ». Bref, pour transformer le monde, on ne pouvait se contenter seulement de tout repeindre en blanc !

Le provo Van Duyn proposait ce qu'il nommait la « stratégie des deux mains » : « De la main gauche, il faut travailler sur la réalité avec les gens tels qu'ils sont ; de la main droite, il faut travailler l'innovation, l'utopie, chercher une nouvelle manière de penser. »

Pour Roel van Duyn, « seules les masses provocatrices des jeunes glandeurs sont encore à incorporer dans le mouvement. Ce sont elles qui constituent une opposition, et non pas les soi-disant classes laborieuses. [...] Les provos sont la dernière classe révolutionnaire des Pays-Bas ».

Il déclarait encore : « Nous souhaitons la révolution et nous la croyions impossible. » Le mouvement provo ne dura que deux années :

mars 1965-mai 1967. Puis il y eut les kabouters et les krakers pour prendre la suite.

Le mouvement des kabouters (« les lutins ») se voulut plus positif, plus réformiste, plus propositionnel que les provos. Quatre d'entre eux furent même élus au conseil municipal d'Amsterdam.

Les krakers, qui étaient surtout des squatteurs, apparaissent en 1980 lors de l'accession de Béatrix à la royauté. Ils reprennent, mais en plus violent, les interventions provos. Un mot d'ordre : « Cassez les vitrines et prenez tout ce dont vous avez besoin. »

C'est ce qu'ils firent en mai 1980 au moment de l'expulsion d'un de leurs squats : 137 furent arrêtés, emprisonnés et jugés. Tous avaient détruit leurs papiers d'identité.

Les provos ont beaucoup inventé, même la cohabitation entre violents et non-violents. Il y aurait peut-être encore à aller chercher de ce côté-là.

Les idées provos essaimèrent de par le monde.

On se souvient quand même des vélos blancs copiés en de nombreuses villes.

Sur la Toile, on trouve beaucoup d'informations sur les provos et, pour les plus curieux, une importante documentation à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam.

André  
cerclelibertaireJB33

Yves Frémion, *Provo*, Amsterdam 1965-1967, Nautilus, 2009, 240 pages. Disponible à la Librairie du Monde libertaire.

# N'Autre école remet ça !

## Famille et école



LONGTEMPS L'ÉCOLE a été, à tort ou à raison, synonyme de progrès individuel ou collectif. Aujourd'hui, on lit que les suicides d'enfants s'accroissent dans les pays où l'école est synonyme de pression. Une pression qui ne produit pas que des drames, mais aussi du mal-être ordinaire, de l'anomie ou de l'absentéisme.

Les familles sont, comme les personnels, à la fois victimes et acteurs de ce stress permanent : on pousse les enfants mais sans savoir les aider, on leur dit de travailler encore et encore, sans pourquoi ni comment. Pour les familles populaires s'ajoute la honte : on ne sait pas expliquer, on n'y comprend rien, on aimerait bien que nos enfants fassent mieux que nous mais eux ne veulent pas. On n'est pas présentable dans la société des bacs +.

Comment en sortir alors que l'on sait que le mal est ailleurs, dans la compétition forcée et dans l'espoir vain d'une promotion

par l'école, dans la structure sociale, dans le mépris de l'humain ?

En évitant, pour les enseignants, d'externaliser le travail scolaire (les fameux « devoirs ») et de juger « ces familles-là » : la frontière n'est pas entre elles et nous.

En créant des rencontres dignes avec ces familles (les mères, neuf fois sur dix), qui savent éviter et le déni et la soumission. En se battant avec elles pour le maintien d'une classe ou pour un encadrement humain acceptable.

Pour peu qu'on les incite, pour peu qu'on les invite au lieu de les convoquer, on peut être en alliance.

Ce numéro, qui additionne à son habitude éclairages variés voire contradictoires et signes d'inventivité, se situe dans cette démarche concrète et ambitieuse. Révolutionnaire ?

N'Autre école

## Radios libres, l'histoire revisitée

IL N'Y A PAS QUE RADIO LIBERTAIRE qui fête ses trente ans d'existence. D'autres célèbrent la loi qui mit fin au monopole d'État de la radiodiffusion. La semaine dernière TDF organisait un raout sur une péniche quai François-Mauriac à Paris. TDF qui brouillait à la grande époque les radios dites pirates. En contrecoup, radio Aligre, que TDF a coupé de diffusion « pour cause d'impayés », avait organisé une contre-fête. Pour TDF l'histoire marche à son sifflet... Mais la cerise sur le gâteau appartient quand même à l'hebdomadaire de la CGT, Nouvelle vie ouvrière. Dans une double page sur les radios libres et leur histoire, nulle part question de Radio libertaire. Mais l'utilisation d'une grande photo d'une manifestation de la plus rebelle des radios pour illustrer l'article ! Y'en a qui ne manquent pas d'air.

Antoine Laverdure





## Quelques rendez-vous à ne pas manquer

### Jeudi 17 novembre

**Chronique hebdo (10 heures)** Retour sur le colloque Proudhon de novembre et sur les interventions d'Alexis Danbin (voies et moyens de l'anarchie) et d'Anne Sophie Chambost (la législation directe).

**De rimes et de notes (12 heures)** Pierre Azama, de l'association Autour de Patrick Deny, présente l'oeuvre poétique du chanteur (publiée en intégrale aux éditions L'Harmattan) et le cabaret Mouffetard, organisé pour les vingt ans de la disparition de Patrick Deny au théâtre Mouffetard.

**Sortir du colonialisme (16 heures)** L'implication française dans le génocide des Tutsis au Rwanda, avec Jacques Morel, auteur, et Éric Nzabihimana, rescapé des massacres.

### Samedi 19 novembre

**Chronique syndicale (11 h 30)** *Paroles de syndicalistes en lutte à Marseille* (retraites, automne 2010), éditions Arbre bleu.

**Bulles noires (17 heures)** Invité: Aymeric Leroy, pour *Bill Graham présente une vie Rock'n'roll* (éditions Le mot et le reste).

### Dimanche 20 novembre

**Jour de lessive anticléricale (10 heures)** L'émission s'intéressera à la maltraitance et aux violences éducatives subies par les enfants handicapés dans les écoles religieuses.

**Des mots, une voix (15 h 30)** L'émission recevra l'écrivain Stéphane Audeguy, pour son livre *Rom@* (éditions Gallimard).

### Lundi 21 novembre

**La santé dans tous ses états (18 heures)** Nous débattrons de la pertinence du dépistage systématique du cancer du sein (et de la prostate) avec Rachel Campergue, auteure de *No mammo*, paru aux éditions Max Milo, et Bernard Junod, médecin de santé publique.

### Mardi 22 novembre

**Idéaux et débats (18 heures)** Nous recevrons, en direct, Camille Bordas, pour son roman *Partie commune* (éditions Joëlle Losfeld).

**Paroles d'associations (19 h 30)** Nous recevons Anne Denis qui est responsable de la commission « peine de mort » à Amnesty International.

### Mercredi 23 novembre

**Blues en liberté (10 h 30)** Nouveautés.

**Femmes libres (18 h 30)** Avec Claire Simon, traductrice du livre *Avis au consommateur. Chine: des ouvrières parlent* de Pun Ngai (éditions L'insomniaque).

### Jeudi 24 novembre

**Si vis pacem (18 heures)** Journée universelle des enfants: contes contre les jouets guerriers, par le Gérant du Rare (50 ans de l'UPF).

### Vendredi 25 novembre

**Les oreilles libres (14 h 30)** L'émission recevra le fanzine de culture populaire *Chéribibi* pour ses vingt ans, revue « transgenre » paraissant approximativement tous les six mois sauf en cas d'insurrection généralisée ou de guerre bactériologique déclarée.

**Le chômage c'est la misère le salariat c'est l'exploitation!**  
Fédération anarchiste rue Amelot 75 011 Paris

Autocollants disponibles à la  
Librairie du Monde libertaire

Vidéo-surveillance, Puces RFID, Fichiers informatisés, Edvige, Cristina, FNAEG, Biométrie, Flicage de l'internet, Criminalisation des luttes, etc. etc. ...

**SURVEILLANCE PARTOUT**  
**LIBERTÉ NULLE PART**  
www.federation-anarchiste.org

145, rue Amelot  
75 011 Paris

## Jeudi 17 novembre

### Pont-en-Royans (38)

20 heures. Dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale, le groupe La rue rôle de la Fédération anarchiste vous invite à une soirée de cinéma-débat autour du film *Viva Mexico!*, en présence du réalisateur, Nicolas Défossé. Médiathèque La Halle. Entrée à prix libre. Contact: laruerole@no-log.org vercors-libertaire.blogspot.com

### Paris XIV<sup>e</sup>

19h30. Roger Dadoun évoquera (sous le titre: *Anarchiste de la grâce, Armand Robin, toutes les voix du monde*), l'œuvre et la pensée du grand libertaire, mort le 30 mars 1961 à l'Infirmierie spéciale du dépôt de la préfecture de police de l'Hôtel-Dieu. À la Société des Gens de Lettres, Hôtel de Massa, 38, rue du Faubourg Saint-Jacques.

## Vendredi 18 novembre

### Troyes (10)

20 heures. Conférence de l'UP3: «Syndicalisme révolutionnaire» avec David Hamelin, directeur de structure associative dans le champ social et médico-social, militant de la CNT. Lieu:

Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission. Entrée libre. Contact: up.troyes@orange.fr

### Rennes (35)

17 heures. Suite au procès des camarades inculpés lors de la manifestation du 5 décembre 2009, à l'appel du Mouvement des chômeurs et précaires en lutte de Rennes, rassemblement sur les lieux des faits, devant la maison des associations (M<sup>o</sup> Charles-de-Gaulle).

## Samedi 19 novembre

### Poitiers (86)

14h30. Contre-rassemblement contre les intégristes anti-IVG de «SOS tout-petits». À l'initiative du groupe Pavillon noir de la Fédération anarchiste. Parvis de Notre-Dame.

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Projection du film *L'an prochain la révolution* de Frédéric Goldbronn. Le film entrecroise l'histoire de Maurice Rajsfus et celle du cinéaste. Maurice Rajsfus sera parmi nous pour une discussion à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M<sup>o</sup> Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

## Lundi 21 novembre

### Saint-Denis (93)

19h45. Résistances. *Mars 1917*. Mars, 1917, c'est la souffrance des poilus au Chemin des Dames, les ordres suicidaires des gradés, la peur et l'éveil de la douloureuse *Chanson de Craonne* et enfin les fusillés pour l'exemple. Un spectacle d'une émotion violente et salutaire pour nous rappeler ce que sont ceux qui nous gouvernent et dont nous acceptons le gouvernement. À La Belle Étoile (Compagnie Jolie Môme), rue Saint-Just, quartier de la Plaine Saint-Denis. Entrée libre et gratuite. Sortie à prix libre pour les artistes.

## Mardi 22 novembre

### Saint-Denis (93)

19 heures La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: Comprendre la crise. Troisième rencontre/débat: Premier réflexe: le recours à l'État. Présentation de Bertrand Rothé, agrégé d'économie, journaliste à Marianne, et coauteur d'un livre intitulé «*Il n'y a pas d'alternative/30 ans de propagande économique*» (éditions Seuil). Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. M<sup>o</sup> ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

## Mercredi 23 novembre

### Rennes (35)

15 heures. Suite au procès des camarades inculpés lors de la manifestation du 5 décembre 2009, à l'appel du Mouvement des chômeurs et précaires en lutte de Rennes, rassemblement place du Parlement pour le procès en appel de ce jour.

### Paris V<sup>e</sup>

20 heures. *La gueule de l'emploi*, un film de Didier Cros, 2011, 85 mn. Au Centre culturel/Cinéma de La Clef, 21, rue de la Clef, M<sup>o</sup> Censier-Daubenton.

## Vendredi 25 novembre

### Paris X<sup>e</sup>

19 heures. Réunion-débat autour des conseils de Prud'hommes, organisée par la CGT de Saclay: baisse des moyens, taxe de 35 euros sur les recours, les Prud'hommes sont la nouvelle cible des puissants. Peuvent-ils toujours être un outil dans les luttes sociales? Quel rôle les anarchistes peuvent-ils assumer en la matière? Tels seront, entre autres, les thèmes de cette rencontre. Participation des groupes Pierre-Besnard, Albert-Camus et Louise-Michel de la Fédération anarchiste. Salle Louise-Michel, à la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'eau. Entrée libre et gratuite.

## Samedi 26 novembre.

### Rouen (76)

15 heures. Vidéo-débat: *Les jusqu'aux-boutistes de la lutte écolo* de Romain Bolzinger avec Alain Corréa (réseau sortir du nucléaire et stop EPR). À la Librairie l'Insoumise.

### Paris XI<sup>e</sup>

De 10 heures à 19h30. Vente exceptionnelle: Un compagnon, attaché aux idées libertaires et à la pérennité de notre librairie comme lieu privilégié de leur diffusion, nous a cédé un fonds assez important de livres. En fait, sa bibliothèque libertaire, constituée en trois décennies. Tous les sujets ou presque, des livres rares, d'autres plus récents. 1 700 volumes en tout. Le produit de cette vente servira à soutenir notre activité, et, si les prix seront abordables pour tous, rien ne sera bradé car nous comptons sur votre soutien. A la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M<sup>o</sup> République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

## Souscription

Pour poursuivre son œuvre de propagation des idées et propositions anarchistes, *Le Monde libertaire* a besoin de votre soutien!

Par votre don à la caisse du soutien du *Monde libertaire*, vous contribuez à la sauvegarde de notre journal, que ce soit dans sa forme imprimée ou électronique. À une époque où nos ennemis politiques et économiques ne ménagent pas leurs attaques, à une époque où, ici et ailleurs, les libertaires déploient d'immenses efforts pour, non seulement parer les coups, mais aussi gagner les consciences et construire des espaces de solidarité et d'action, chaque apport, si minime soit-il, sera utile à notre cause. D'avance, merci à toutes et à tous.

Pour nous soutenir, rendez-vous sur le site web du journal ([www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)) ou envoyez un chèque à l'ordre des Publications libertaires à l'adresse ci-dessous:

Le Monde libertaire  
145, rue Amelot  
75011 Paris

**Réunion - débat**  
**Conseils de**  
**Prud'hommes**

**Vendredi 25 novembre à 19 heures**

**À la Bourse du travail, salle Louise-Michel. 3, rue du Château-  
d'eau, Paris X<sup>e</sup>. Organisée par la CGT Saclay.**



Baisse des moyens, taxe de 35 euros sur les recours, les Prud'hommes sont la nouvelle cible des puissants. Peuvent-ils toujours être un outil dans les luttes sociales? Quel rôle les anarchistes peuvent-ils assumer en la matière?

Participation des groupes Pierre-Besnard, Albert-Camus et Louise-Michel de la Fédération anarchiste. Entrée libre et gratuite.